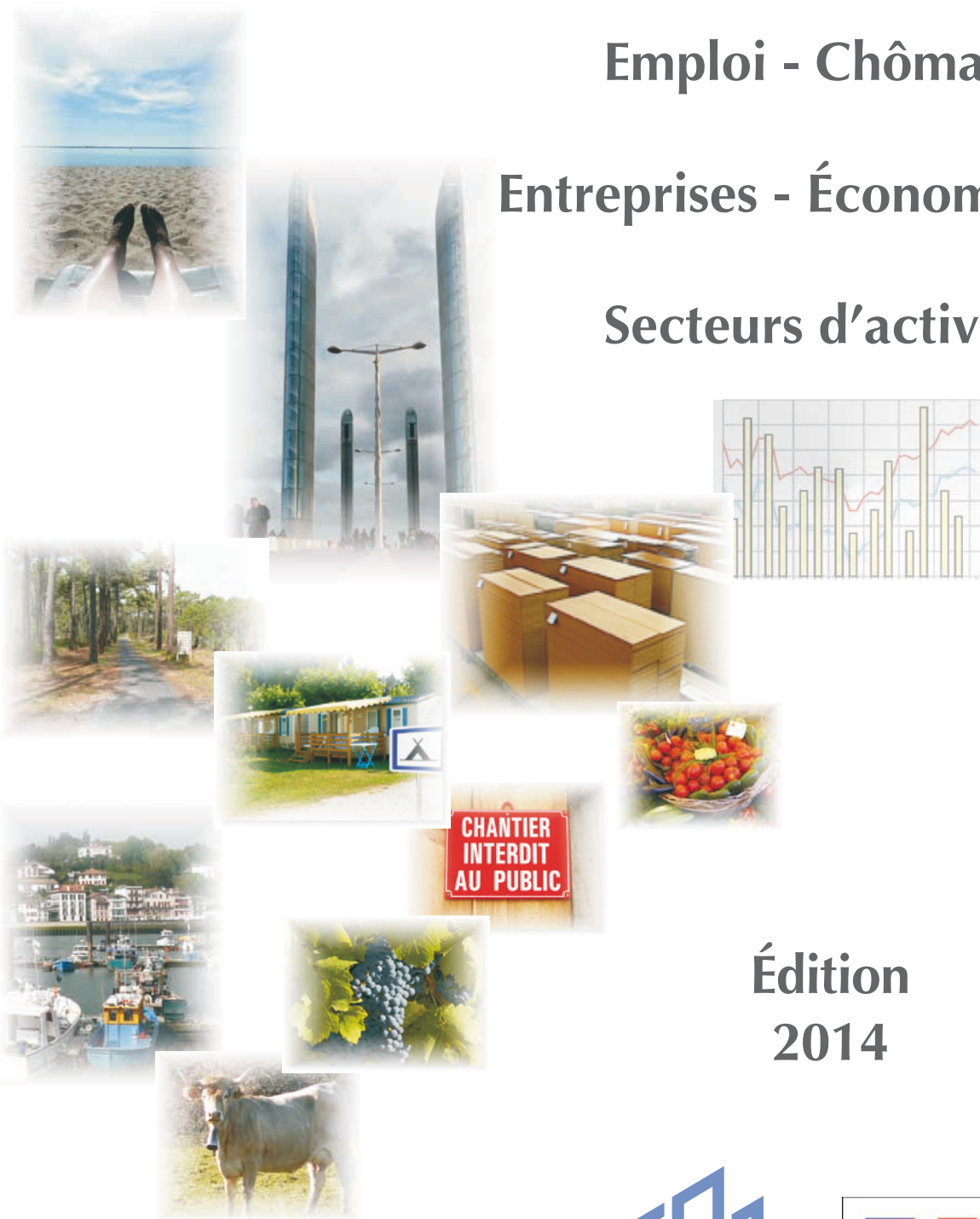


# LE BILAN ÉCONOMIQUE 2013 DE L'AQUITAINE

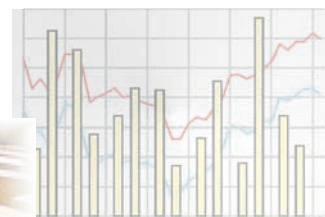
N° 79  
MAI 2014



Emploi - Chômage

Entreprises - Économie

Secteurs d'activité



Édition  
2014

---

---

**Dossier réalisé par la direction régionale de l’Insee Aquitaine  
sous la responsabilité d’Élisabeth Nadeau, chef de projet**

**avec la participation de :**

**la direction régionale des douanes de Bordeaux  
la direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt (Draaf)  
la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement (Dreal)  
la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail  
et de l’emploi (Direccte)  
le Rectorat de l’académie de Bordeaux  
la Banque de France  
le Pôle emploi**

---

---

Secrétariat de rédaction : Mireille Dalla-Longa  
Maquette PAO : Laurence Martin  
Insee Aquitaine

# Sommaire

## Contexte

### Synthèse régionale

En Aquitaine, en 2013, la reprise se fait toujours attendre . . . . . 4

### Cadrage national

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise. . . . . 7

## Emploi - Chômage

### Emploi

L'intérim progresse, l'emploi salarié marchand stagne en 2013 . . . . . 8

### Chômage - Politique de l'emploi

En Aquitaine, en 2013, stabilité du taux de chômage et toujours une hausse des inscriptions à Pôle emploi. . . . . 10

## Entreprises - Économie

### Démographie des entreprises

En 2013, fort dynamisme de la création d'entreprise, hors auto-entrepreneuriat, en Aquitaine. . . . . 14

### Économie

Une reprise de l'économie régionale à pas comptés en 2013, confirmée par la dynamique graduelle des premiers mois de 2014 . . . . . 16

### Commerce extérieur

En 2013, en Aquitaine, une nouvelle baisse des exportations plus sensible qu'en 2012 . . . . . 18

## Secteurs d'activité

### Agriculture

2013 : Productions tardives et rendements en baisse, suite aux conditions climatiques . . . . . 20

### Construction

L'habitat collectif soutient l'activité de la construction en 2013 . . . . . 22

### Tourisme

Un bilan touristique aquitain positif en 2013, grâce à la clientèle étrangère. . . . . 24

### Transports

Une progression en 2013 dans les airs et sur mer, une diminution sur la route et le rail. . . . . 26

### Éducation - Enseignement

Un afflux croissant d'élèves et d'étudiants dans l'académie de Bordeaux. . . . . 28

### Environnement

Entre mer, montagne, forêt et cours d'eau, l'Aquitaine particulièrement soumise aux risques naturels. . . . . 30

## Annexe

**Chiffres clés départementaux** . . . . . 33

*Rédaction achevée le 19 mai 2014*

## En Aquitaine, en 2013, la reprise se fait toujours attendre

Dans un contexte national 2013 encore fragile, la reprise de l'économie régionale se réalise à pas comptés. L'économie aquitaine résiste néanmoins mieux que le niveau national, en matière d'emploi et de chômage. Les créations nettes d'emploi salarié marchand dans le tertiaire, en particulier dans l'intérim, compensent les pertes d'effectifs dans la construction et celles moins importantes dans l'industrie. Même si le nombre de logements autorisés repart à la hausse, et si les financements pour l'habitat augmentent, la construction reste un secteur encore ébranlé.

Conséquence de la stagnation de l'emploi et de la dynamique de la population active, le nombre de demandeurs d'emplois augmente en 2013. Les nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi bénéficient surtout aux jeunes. Le chômage de longue durée affecte particulièrement les demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus.

Le nombre d'entreprises créées augmente de 4,6 %, celui des défaillances de 3 %. L'heure est à moins de créations en auto-entreprise et davantage de créations d'entreprises individuelles classiques. Dans le domaine des transports, les flux de personnes restent bien orientés, malgré un tassement du trafic des TER. L'aéroport de Bordeaux bénéficie d'une hausse continue de son trafic, avec une part toujours croissante de vols à bas coût.

Dans le domaine viticole, non seulement les ventes à l'export de vins ont chuté, mais la récolte viticole est faible, suite à des conditions météorologiques difficiles.

La fréquentation touristique dans les campings et l'hôtellerie se révèle satisfaisante, avec une appétence pour la région retrouvée par les touristes étrangers.

Les chiffres de mai 2014 le montrent, la reprise au sein de la zone euro reste fragile (0,2 % de croissance au dernier trimestre 2013 et au premier trimestre de 2014). Elle est surtout très hétérogène. Les pays de la zone euro pâttissent de manière inégale du ralentissement du commerce mondial, de l'appréciation de l'euro, du chômage, voire de l'atonie de la consommation des ménages.

Ainsi en France, la croissance de l'économie reste faible en 2013 : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 0,3 %. Au premier trimestre 2014, la croissance est nulle.

Dans ce contexte fragile, l'Aquitaine, moins affectée par la crise de 2008 que la plupart des autres régions, a passé l'année 2013 avec un peu moins de difficultés que le niveau national.

### ■ Un second semestre 2013 encourageant

En Aquitaine une certaine léthargie semble avoir prédominé au premier semestre tandis que l'activité s'est renforcée durant le second trimestre. La valeur ajoutée des entreprises a plafonné dans la foulée de la décélération de 2012 et la rentabilité courante s'est contractée dans la plupart des secteurs et sur l'ensemble des marchés, national et à l'export. Dès la rentrée, dans l'industrie et les services marchands, la reprise s'installe à pas comptés, portée par la bonne tenue des prises d'ordres, régulièrement reconduites, notamment à l'international. L'activité globale du bâtiment-travaux publics connaît une relative stabilité, mais les marges sont de nouveau érodées.

### ■ Stagnation de l'emploi salarié

L'emploi salarié marchand, marqué par un second trimestre difficile, stagne. L'Aquitaine résiste mieux que le niveau national qui subit une perte de 0,2 % d'emplois salariés marchands sur l'année. Les créations nettes dans le tertiaire marchand, en particulier dans l'intérim, compensent les pertes dans la construction et à un moindre niveau dans l'industrie. Les bons résultats de l'aéronautique, en particulier dans le domaine civil, ont amorti les diminutions des autres secteurs industriels.

Les créations d'emplois dans les services marchands sont en partie liées à l'évolution de la démographie régionale. Début 2013, l'Aquitaine compte 3,3 millions d'habitants. Sa population croît de 0,8 % par an en moyenne depuis 2006, principalement sous l'effet des migrations.

### ■ La construction, toujours en difficulté

Les financements pour l'habitat augmentent de 7,4 %. Cette évolution, supérieure à celle observée au plan national (3,3 %), est notamment un effet du flux migratoire positif observé sur la région. La progression d'ensemble des crédits à l'habitat bénéficie moins aux constructions neuves, en repli depuis le début de l'année.

Dans ce contexte, le nombre de logements neufs vendus augmente de 36 %. Le nombre de logements autorisés repart à la hausse grâce aux logements collectifs et résidentiels, en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques. Les mises en chantier se replient à nouveau (- 9 %).

La construction perd 1 900 emplois salariés en 2013. C'est un secteur où se créent de nombreuses entreprises individuelles, mais aussi celui où surviennent de nombreuses défaillances.

### ■ Moins d'auto-entreprises créées

En 2013, le nombre de nouvelles entreprises aquitaines s'accroît de 4,6 %, après le recul observé en 2012. L'Aquitaine est ainsi au 4<sup>e</sup> rang des régions françaises en matière de création d'entreprise. Les auto-entreprises représentent encore une création d'entreprise sur deux. Cependant, elles sont en net repli alors que celles des autres entreprises individuelles se redressent. Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises augmentent de 23 % et sont en hausse dans tous les secteurs marchands non agricoles. Le nombre de nouvelles entreprises progresse dans tous les départements, excepté en Dordogne.

Le nombre de défaillances d'entreprises jugées augmente de 3 % par rapport à l'année 2012.

### ■ Un taux de chômage de 9,6 %

Le faible niveau de créations d'emplois n'a pas permis d'inverser la tendance sur le marché du travail. La part de la population active au chômage atteint 9,6 % à la fin de l'année 2013. Le taux de chômage aquitain est inférieur à celui de la France métropolitaine (9,8 %). Les zones d'emploi les plus affectées par le chômage restent celles de Bergerac, Villeneuve-sur-Lot, Libourne, la Teste-de-Buch et Pauillac. Le taux de chômage fin 2013 y dépasse 10,5 % de la population active.

Fin décembre 2013, plus de 262 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C) en Aquitaine. Les entreprises aquitaines ont confié près de 150 000 offres d'emploi à Pôle emploi en 2013, moins qu'en 2012.

Le nombre d'inscriptions augmente en 2013, tout comme le nombre de sorties. En moyenne, Pôle emploi enregistre près de 4 000 inscriptions de plus que de sorties chaque trimestre, contribuant ainsi à l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi.

Seuls les métiers du spectacle enregistrent une baisse des inscriptions, mais ce domaine ne représente que 1 % du total des entrées sur l'année. Dans les métiers de la "banque, assurance et immobilier" et du "support à l'entreprise" (respectivement 1 % et 11 % des inscriptions), la tendance est à la stabilisation. En revanche, la plus forte augmentation concerne "l'hôtellerie, restauration, tourisme", mais le fort turn-over dans ce secteur occasionne un taux d'écoulement de la demande d'emploi parmi les plus élevés.

### ■ De nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, les "Emplois d'avenir" complètent la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion professionnelle. Leur objectif est de promouvoir des contrats longs (3 ans) permettant la mise en œuvre d'actions de formation tout au long du contrat en ciblant les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Ils sont réservés aux jeunes âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés et aux personnes handicapées de moins de 30 ans. Ils concernent essentiellement les activités présentant un caractère d'utilité sociale ou environnementale ou alors fortement créatrices d'emploi, pour offrir aux jeunes des perspectives de recrutement sur le long terme. Fin 2013, 3 700 emplois d'avenir pour l'insertion dans l'emploi et la formation des jeunes ont été signés.

Le contrat de génération est un dispositif d'aide à l'emploi visant à créer des binômes jeune-senior pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien dans l'emploi des seniors, tout en assurant la transmission des compétences et de l'expérience entre générations. Ce dispositif prévoit une aide financière pour les embauches effectuées par les PME à partir de 2013 et sous certaines conditions. Début 2014, un millier de demandes ont été reçues, concernant plus de 800 entreprises aquitaines.

Le volume d'heures d'activité partielle pris en charge ou encore les mesures d'accompagnement aux licenciements, dans le cadre des dispositifs d'accompagnement des mutations économiques, sont en recul, signes d'une conjoncture économique un peu moins défavorable.

### ■ Diminution des échanges extérieurs

En 2013, le repli des exportations est plus important au niveau régional qu'au niveau national. Les exportations régionales chutent de plus de 4 % par rapport à 2012, année déjà marquée par un recul de 2 % par rapport à 2011. Les importations progressent très légèrement. Ces évolutions opposées érodent à nouveau le solde habituellement excédentaire de la région. Au terme de l'année 2013, l'excédent n'est plus que de 10 millions d'euros (chiffres au 19 mai 2014).

Pour les ventes, les bons résultats enregistrés pour les boissons alcooliques distillées (+ 3,9 %) ne peuvent compenser la chute des exportations de vins (- 6,7 %). Dans les autres secteurs clés, le recul est de 5,1 % pour la construction aéronautique et spatiale, 3,6 % pour les produits chimiques de base, 2,2 % pour le secteur de la pâte à papier, papier et carton, 14 % pour les produits pharmaceutiques et 35 % pour les produits sidérurgiques.

La dégradation touche la plupart des secteurs et révèle aussi la fragilisation de certains pays clients. Dans ce contexte difficile, les États-Unis s'avèrent être un partenaire essentiel pour le commerce régional.

### ■ Des conditions météorologiques défavorables

Les conditions météorologiques - le climat froid et humide du printemps, puis des orages violents - ont entraîné des retards de production et des baisses de rendements dans les productions végétales. Cela affecte autant la filière viticole que les céréales et les fruits et légumes.

En 2013, en Aquitaine, 205 arrêtés de catastrophes naturelles, répartis sur 178 communes, sont publiés au Journal Officiel. Il s'agit quasi exclusivement d'inondations et de mouvements de terrain non liés à la sécheresse, et concentrés sur les Pyrénées-Atlantiques et la Gironde.

### ■ Bonne fréquentation touristique

En 2013, 7,1 millions de clients ont passé 23,3 millions de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains. L'activité touristique progresse davantage en Aquitaine qu'en France métropolitaine par rapport à l'année précédente. Dans la région, le dynamisme de la clientèle étrangère compense le déficit de vacanciers français.

La fréquentation touristique augmente dans tous les départements de la région, excepté dans les Landes où elle est stable.

Le trafic voyageurs augmente fortement en 2013 pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies low cost, comme en témoigne l'activité de l'aéroport de Bordeaux. La fréquentation des trains express régionaux, en forte hausse depuis 2011, est en léger repli.

Le trafic marchandises routier reste orienté à la baisse tandis que le trafic maritime reprend des couleurs en 2013 grâce aux bons résultats de Bordeaux Port Atlantique. □

**Élisabeth NADEAU**  
Insee Aquitaine



## Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

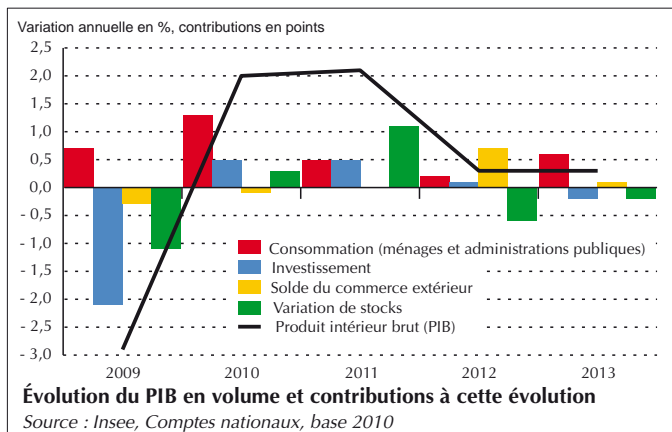
### ■ Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

### ■ En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.



Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %). Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (%)			En milliards d'euros	2013
	2011	2012	2013		
<b>Produit intérieur brut (PIB) . . .</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>2 113,7</b>	<b>0,3</b>
Importations . . . . .	6,3	- 1,3	1,7	629,1	- 0,5
Consommation effective des ménages, dont : . . . . .	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,4
- Dépense des ménages . . .	0,4	- 0,5	0,2	1 126,4	0,1
- Dépense individualisable des administrations . . . . .	1,4	1,8	2,1	328,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques . . .	0,4	1,5	1,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont : . . . . .	2,1	0,3	- 1,0	466,9	- 0,2
- Entreprises non financières .	3,9	0,1	- 0,9	251,2	- 0,1
- Ménages . . . . .	1,0	- 2,2	- 3,1	107,9	- 0,2
- Administrations publiques .	- 4,4	1,6	1,0	85,6	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance) .	1,1	- 0,6	- 0,2	- 1,7	- 0,2
Exportations . . . . .	6,9	1,1	2,2	597,8	0,6

### Le PIB et les opérations sur biens et services

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Par branche, l'activité de l'industrie manufacturière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

### ■ Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 %) après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (1,5 %).

### ■ Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %). □

**Laurent CLAVEL**

Direction des études et synthèses économiques, Insee

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Comptes nationaux - Finances publiques

## L'intérim progresse, l'emploi salarié marchand stagne en 2013

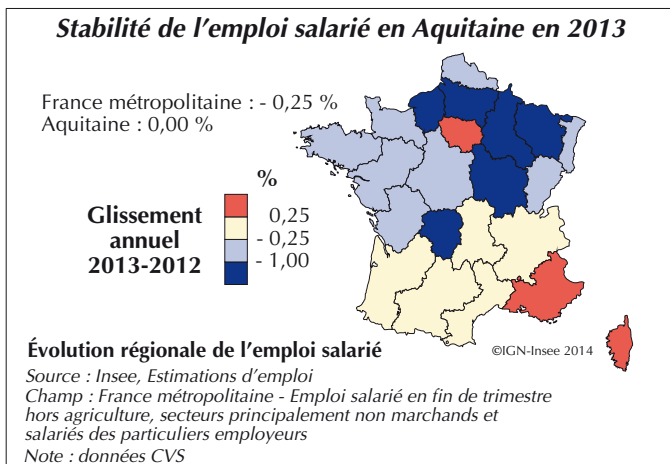
En 2013 en Aquitaine, l'emploi salarié marchand, marqué par un second trimestre difficile, stagne. Le secteur de l'intérim dynamise le tertiaire marchand et le commerce affiche un solde positif grâce à une fin d'année plus favorable. L'emploi continue de chuter dans la construction et recule dans l'industrie, malgré les bons résultats de l'aéronautique.

La Gironde est le seul département à créer des emplois salariés en 2013 et les Landes, celui qui en perd le plus. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand poursuit sa baisse, mais à un rythme nettement moins soutenu qu'en 2012.

Sur un an, en 2013, l'emploi salarié aquitain dans les secteurs principalement marchands stagne ; le second trimestre n'a pas été favorable pour l'emploi.

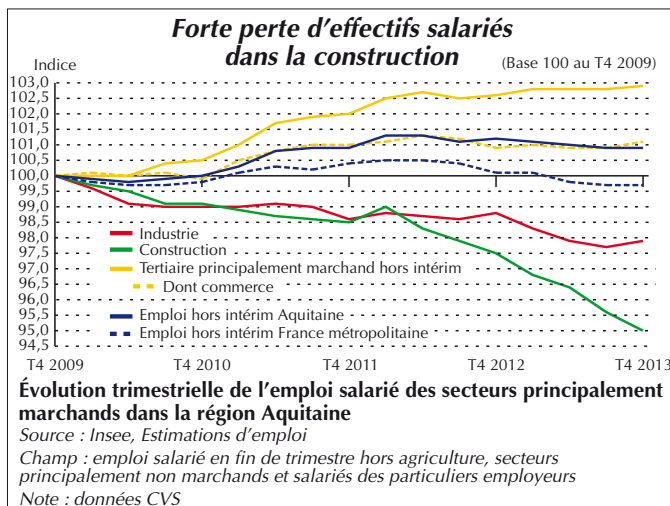
En France métropolitaine, l'emploi salarié baisse de 0,2 %. L'emploi marchand perd 68 000 postes au premier semestre 2013 et augmente un peu au second semestre. Au final, il recule moins fortement que l'année précédente : 62 000 postes perdus contre 106 000 en 2012.

*Le champ observé est l'emploi salarié des secteurs principalement marchands, hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs. Il compte 711 700 emplois fin 2013 en Aquitaine, environ 54 % de l'emploi total.*



### ■ Stagnation de l'emploi salarié marchand aquitain

Après un premier trimestre 2013 légèrement orienté à la hausse, l'emploi salarié régional chute au second trimestre avec une perte de 1 400 emplois. Il se stabilise ensuite au troisième, avant de reprendre un peu de couleurs au quatrième, avec la création de 1 400 emplois.



### ■ La construction et l'industrie en berne

Le tertiaire marchand crée des emplois tandis que l'industrie et surtout la construction, toujours à la peine, perdent des effectifs durant l'année 2013.

Le secteur industriel, en baisse sur les trois premiers trimestres, se redresse en fin d'année pour créer 300 emplois qui ne suffisent pas à compenser les pertes de l'année. Le secteur des matériels de transports, dont l'aéronautique, est le seul à connaître une hausse d'emploi industriel. Les intentions d'embauche étaient fortes en début d'année surtout dans la métallurgie et la construction aéronautique et spatiale. Les effectifs dans l'agro-alimentaire sont en léger retrait sur l'année, 500 emplois salariés perdus, malgré un redressement en fin d'année.

### Création d'emploi dans le tertiaire marchand en 2013

Unité : %

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	T4 2013 (milliers)		Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2012/2007 <sup>(1)</sup>	
	Aquitaine	Aquitaine	France métro.	Aquitaine	France métro.	
<b>Industrie</b> .....	<b>144,6</b>	<b>- 0,9</b>	- 1,6	<b>- 1,0</b>	- 2,2	
Industrie agro-alimentaire ..	<b>31,8</b>	<b>- 1,7</b>	- 0,6	<b>0,6</b>	- 0,5	
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage ...	<b>20,1</b>	<b>0,0</b>	- 0,3	<b>0,2</b>	0,2	
Biens d'équipement. ....	<b>12,0</b>	<b>- 0,8</b>	- 1,8	<b>- 2,2</b>	- 2,9	
Matériels de transport ....	<b>18,1</b>	<b>0,6</b>	- 2,1	<b>0,5</b>	- 2,1	
Autres branches industrielles	<b>62,6</b>	<b>- 1,2</b>	- 2,1	<b>- 2,2</b>	- 3,1	
<b>Construction</b> .....	<b>72,5</b>	<b>- 2,6</b>	- 1,8	<b>- 1,0</b>	- 1,0	
<b>Tertiaire marchand</b> .....	<b>494,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	
Commerce .....	<b>157,7</b>	<b>0,2</b>	- 0,4	<b>- 0,1</b>	- 0,2	
Transports .....	<b>62,1</b>	<b>- 0,1</b>	- 0,3	<b>0,5</b>	- 0,2	
Hébergement - restauration	<b>48,2</b>	<b>- 1,2</b>	- 0,4	<b>2,0</b>	0,9	
Information - communication	<b>22,2</b>	<b>- 0,2</b>	0,5	<b>1,7</b>	0,4	
Services financiers .....	<b>35,1</b>	<b>1,7</b>	0,3	<b>0,2</b>	0,2	
Services immobiliers .....	<b>10,3</b>	<b>0,3</b>	- 0,6	<b>- 1,7</b>	- 0,9	
Services aux entreprises. ...	<b>96,7</b>	<b>1,0</b>	0,8	<b>0,6</b>	1,1	
Services aux ménages ....	<b>34,9</b>	<b>0,0</b>	0,6	<b>2,2</b>	0,9	
Intérim .....	<b>27,3</b>	<b>8,8</b>	6,5	<b>- 2,5</b>	- 4,6	
<b>Total</b> .....	<b>711,7</b>	<b>0,0</b>	- 0,2	<b>0,0</b>	- 0,5	

### Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Source : Insee, Estimations d'emploi

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs - Total Aquitaine

Note : données CVS

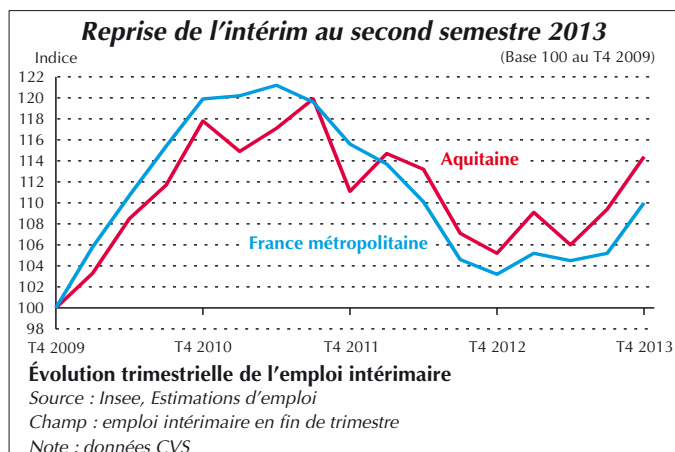
(1) Glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.



La construction accélère sa chute durant l'année 2013, et perd 1 900 emplois salariés sur un an.

### ■ L'intérim dynamise le tertiaire marchand

Le secteur tertiaire marchand, porté en particulier par l'intérim, compte 3 400 emplois de plus sur l'année 2013. L'intérim représente à lui seul les deux tiers des emplois créés dans le secteur tertiaire marchand. Il progresse de 8,8 % sur l'année (6,5 % en France métropolitaine).



Le commerce gagne 300 emplois sur l'année, grâce à un dernier trimestre plus favorable, après trois trimestres de stagnation de l'emploi.

Hormis l'intérim et le commerce, les secteurs créateurs d'emploi sont les services financiers (+ 600 emplois) et les services aux entreprises, où on retrouve les activités scientifiques et techniques, qui créent près de 1 000 emplois. Les pertes d'effectifs les plus importantes se situent dans l'hébergement-restauration, avec un déficit de 600 emplois salariés.

### ■ La Gironde seul département créateur d'emploi salarié

En 2013, la Gironde est le seul département à créer des emplois. La Dordogne et les Landes perdent des effectifs, tandis que l'emploi salarié marchand stagne en Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques.

#### Pertes d'emplois salariés en Dordogne et dans les Landes en 2013

Unité : %

	T4 2013 (milliers)	Glissement annuel					Total
		Indus.	Const.	Tertiaire marchand	Dont commerce	Dont intérim	
Dordogne . . . . .	69	-1,8	-3,1	-0,7	-0,8	-2,0	-1,3
Gironde . . . . .	362	-0,4	-1,5	1,3	1,0	10,4	0,7
Landes . . . . .	73,5	-2,9	-4,1	-1,0	-1,6	5,6	-1,9
Lot-et-Garonne . . .	61,6	0,0	-5,1	0,6	0,0	8,8	-0,1
Pyrénées-Atlantiques	145,7	-0,3	-2,7	0,4	-0,2	10,9	-0,1
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>711,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>8,8</b>	<b>0,0</b>

#### Emploi salarié par département et par secteur

Source : Insee, Estimations d'emploi  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs  
Note : données CVS

La Dordogne détruit des emplois pendant trois trimestres et dans tous les secteurs, y compris celui de l'intérim. La construction est le secteur le plus touché, avec une baisse de 3,1 %.

Les Landes perdent le plus d'emplois, 1 400 sur l'année, et le secteur de l'intérim est le seul à progresser. L'industrie y détruit plus de 600 emplois, deux fois plus que la construction.

En Lot-et-Garonne, l'emploi se maintient sur l'année dans l'industrie, mais chute très fortement dans la construction.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, les hausses d'effectifs les plus importantes concernent le tertiaire marchand, grâce à l'intérim qui progresse de près de 11 % sur un an.

L'emploi en Gironde augmente tout au long de l'année 2013, avec près de 2 700 emplois supplémentaires. Cette hausse est portée par le rebond de l'intérim, mais aussi par le commerce qui gagne près de 800 emplois. En revanche, le secteur de l'industrie reste en repli. La construction, en baisse constante, perd deux fois plus de salariés que l'industrie.

### ■ Progression du non-salarié en 2012

Au 31 décembre 2012, l'emploi total aquitain est estimé à 1 327 000 emplois, soit 3 000 emplois de plus que début 2012. Les activités non salariées comptent 2 000 emplois supplémentaires, et leur part sur l'emploi total progresse de 0,1 point. Un emploi sur huit est non salarié en Aquitaine, c'est une proportion nettement plus élevée que la moyenne de France de province.

#### En 2012, des créations d'emploi en Gironde et dans les Landes

Unité : %

	Emploi total (milliers)		Évol. 2012/2011	Évol. an. moyenne 2009-2012	Part des non-salariés	
	2011	2012			2011	2012
Dordogne . . . . .	145	144	-0,8	-0,6	15,9	15,9
Gironde . . . . .	645	650	0,8	1,1	10,0	10,3
Landes . . . . .	143	144	0,7	0,7	13,6	13,7
Lot-et-Garonne . . . . .	123	122	-0,8	0,0	14,6	14,6
Pyrénées-Atlantiques . .	269	268	-0,4	0,5	14,0	14,1
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>1 324</b>	<b>1 327</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>12,3</b>	<b>12,4</b>
<b>France de province . .</b>	<b>20 345</b>	<b>20 271</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>10,5</b>	<b>10,7</b>
<b>France métropolitaine .</b>	<b>26 376</b>	<b>26 319</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>9,6</b>	<b>9,7</b>

#### Emploi total par département au 31 décembre 2011 et 2012

Source : Insee, Estimations d'emploi  
Champ : emploi total, salarié et non salarié au 31 décembre  
Les données 2011 sont définitives, les données 2012 sont provisoires.

Entre 2009 et 2012, l'emploi total régional progresse de 0,6 % par an en moyenne, deux fois plus vite qu'au niveau France métropolitaine (0,3 %).

**Corine KAPEL**  
Insee Aquitaine

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

- Site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- > Thème Travail - Emploi

## En Aquitaine, en 2013, stabilité du taux de chômage et toujours une hausse des inscriptions à Pôle emploi

En 2013, le chômage atteint en fin d'année 9,6 % de la population active régionale. Fin décembre, plus de 262 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C) en Aquitaine. Le nombre d'inscriptions augmente en 2013, tout comme le nombre de sorties. En moyenne, Pôle emploi enregistre près de 4 000 inscriptions de plus que de sorties chaque trimestre, contribuant ainsi à l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi. Les entreprises aquitaines ont confié près de 150 000 offres d'emploi à Pôle emploi en 2013.

Le nombre de contrats aidés augmente. Par contre, le volume d'heures d'activité partielle pris en charge ou encore les mesures d'accompagnement aux licenciements, dans le cadre des dispositifs d'accompagnement des mutations économiques, sont en recul, signes d'une conjoncture économique un peu moins défavorable.

En 2013, le faible niveau de créations d'emplois n'a pas permis d'inverser la tendance sur le marché du travail en Aquitaine. La part de la population active au chômage atteint 9,6 % à la fin de l'année 2013. Le taux de chômage aquitain est inférieur à celui de la France métropolitaine (9,8 %).

### ■ Taux de chômage de 9,6 % fin 2013

Le taux de chômage a peu évolué sur un an dans les départements. C'est en Dordogne qu'il reste le plus élevé avec 10,7 % de la population active au chômage. Fin 2013, il dépasse 10,7 % dans cinq zones d'emploi : Bergerac (11,8 %), Villeneuve-sur-Lot (11,4 %), Libourne (11,1 %), La Teste-de-Buch (11,0 %) et Pauillac (10,8 %).

### Augmentation du taux de chômage dans les Landes

Unité : % de la population active

	2012		2013			Évolution 2013T4/2012T4 (points de %)
	T4	T1	T2	T3	T4 (p)	
Dordogne . . . . .	10,8	10,8	10,8	10,8	10,7	- 0,1
Gironde . . . . .	9,9	10,0	10,0	9,9	9,9	0,0
Landes . . . . .	9,3	9,5	9,5	9,6	9,5	0,2
Lot-et-Garonne . . . . .	10,2	10,2	10,2	10,2	10,0	- 0,2
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	8,5	8,6	8,6	8,6	8,5	0,0
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>9,7</b>	<b>9,8</b>	<b>9,8</b>	<b>9,7</b>	<b>9,6</b>	<b>- 0,1</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>9,9</b>	<b>9,9</b>	<b>9,8</b>	<b>0,0</b>

### Taux de chômage

Source : Insee, Taux de chômage au sens du BIT et Taux de chômage localisé

p : données provisoires

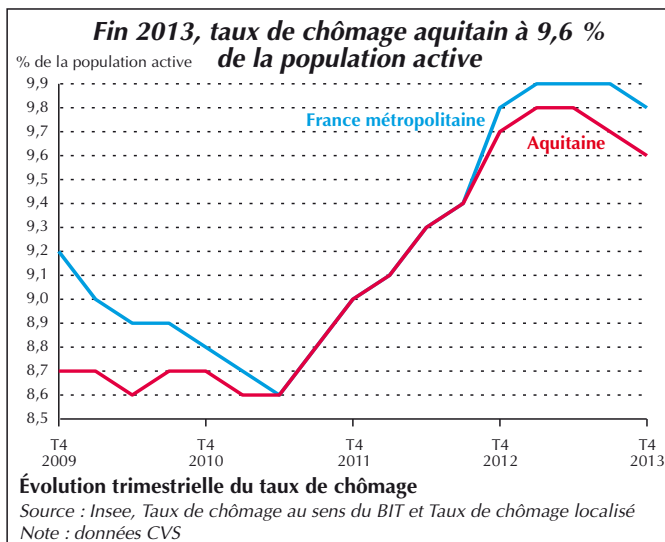
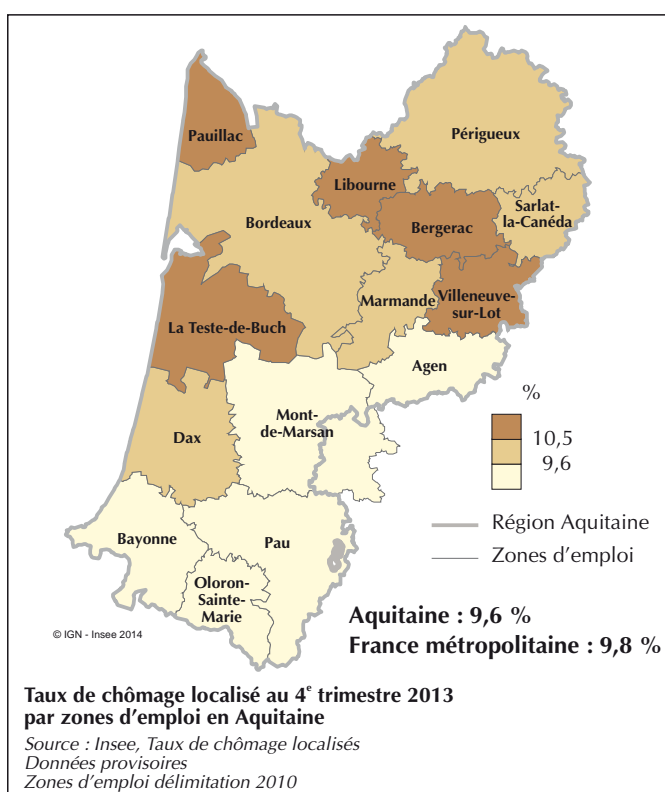
Note : données CVS

Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013.

D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement.

D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...).

À partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont réropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.



**■ Progression continue des inscrits à Pôle emploi**

Fin décembre 2013, plus de 262 000 personnes disponibles pour un emploi sont inscrites à Pôle emploi (catégories A, B, C), soit 15 000 demandeurs de plus qu'il y a un an. Parmi ces demandeurs, près de 175 000 sont sans aucune activité (catégorie A), soit 5,8 % de plus que l'année précédente.

La hausse de la demande d'emploi a été moins soutenue au second semestre, en particulier au 3<sup>e</sup> trimestre et pour les jeunes.

**■ Tendence moins défavorable pour les jeunes**

Pour les moins de 25 ans, l'augmentation de la demande est moins importante que pour l'ensemble des demandeurs. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 2 %. Si la demande d'emploi progresse au premier semestre 2013, en revanche elle reste stable au second semestre, avec notamment une baisse au troisième trimestre compensée par une hausse en fin d'année. La mise en œuvre du dispositif "Emplois d'avenir" pour les jeunes a contribué à limiter la progression de la demande d'emploi des jeunes. C'est en Gironde que le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi progresse le plus fortement (+ 3,3 % sur un an). En Lot-et-Garonne, la demande d'emploi a diminué (- 1,1 % sur an).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi dans les secteurs de métiers "hôtellerie, restauration, tourisme, loisir", "industrie" et "agriculture" augmente particulièrement. En revanche, il diminue dans les secteurs de métiers "services à la personne et à la collectivité", "banque, assurance et immobilier" et, dans une moindre mesure, "installation et maintenance".

**■ Augmentation toujours importante de la demande d'emploi des seniors**

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus se poursuit à un rythme élevé : + 11,7 % en 2013 pour les catégories A, B, C. Avec plus de 56 000 demandeurs d'emploi à la fin 2013, le niveau de la demande d'em-

ploi des seniors a doublé en cinq ans. La part des seniors dans les demandeurs d'emploi ne cesse de progresser. Une large part de cette catégorie de demandeurs d'emploi s'inscrit dans un chômage durable. Fin 2013, 56 % des seniors à la recherche d'un emploi sont inscrits depuis au moins un an à Pôle emploi et 34 % le sont depuis au moins deux ans. La demande augmente dans toutes les grandes catégories de métiers, particulièrement dans les "services à la personne et à la collectivité". La demande d'emploi des seniors concerne globalement plus de femmes que d'hommes (55,3 % contre 44,7 %).

**■ Le chômage de longue durée poursuit sa hausse**

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an augmente de 10,5 % en 2013 et celui des demandeurs inscrits depuis au moins deux ans de 18 % en 2013. La part des chômeurs de longue durée augmente. Elle atteint 38,5 % pour les chômeurs inscrits depuis au moins un an et 19,0 % pour ceux inscrits depuis au moins deux ans, soit respectivement 9 et 6 points de plus qu'il y a cinq ans au début de la crise économique.

**■ Hausse des inscriptions dans presque tous les secteurs**

En Aquitaine, avec près de 27 000 inscriptions en moyenne par mois, les flux d'entrée à Pôle emploi sont en hausse de 2 % sur un an, après une baisse en 2012. Au niveau national, la tendance est à la stabilisation.

Seuls les métiers du spectacle enregistrent une baisse des inscriptions mais ce domaine ne représente que 1 % du total des entrées sur l'année. Dans les métiers de la "banque, assurance et immobilier" et du "support à l'entreprise" (resp. 1 % et 11 % des inscriptions en 2013), la tendance est à la stabilisation. En revanche, la plus forte augmentation concerne "l'hôtellerie, restauration, tourisme" mais le fort turn-over dans ce secteur occasionne un taux d'écoulement de la demande d'emploi parmi les plus élevés.

**Forte augmentation des demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus**

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2013 (milliers)		Glissement annuel <sup>(1)</sup> (%)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes .....	124,0	87,5	7,5	6,3
Femmes .....	138,4	87,4	5,1	5,2
Moins de 25 ans .....	41,7	28,8	2,0	1,4
25 à 49 ans .....	164,5	107,3	5,5	4,7
50 ans ou plus .....	56,2	38,7	11,7	12,5
Inscrits depuis plus d'un an ..	100,9	nd	10,5	nd
<b>Aquitaine.....</b>	<b>262,4</b>	<b>174,9</b>	<b>6,2</b>	<b>5,8</b>
<b>France métropolitaine.....</b>	<b>4974,4</b>	<b>3372,0</b>	<b>6,1</b>	<b>5,6</b>

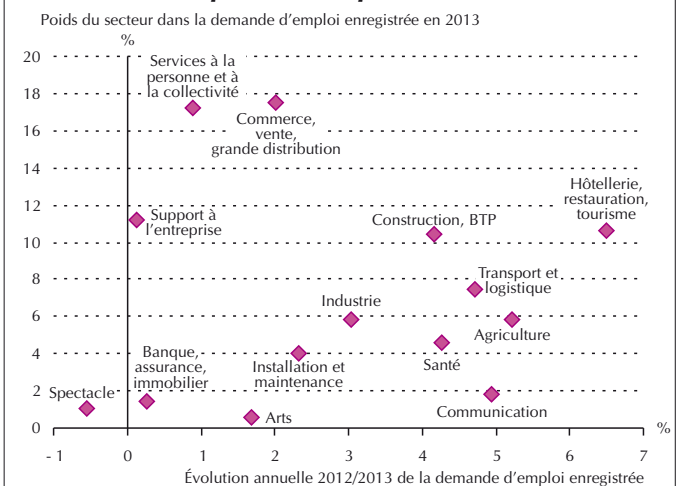
**Demandeurs d'emploi en fin de mois**

Sources : Pôle emploi ; Dares

nd : données non disponibles

(1) Évolution de l'indicateur entre le 31/12/2012 et le 31/12/2013

**Hausse des inscriptions dans quasiment tous les secteurs**



## ■ Un tiers des inscriptions suite à une fin de contrat

Les inscriptions faisant suite à une fin de contrat à durée déterminée (CDD ou mission d'intérim) représentent un tiers des entrées à Pôle emploi. Leur nombre baisse en 2013 après une hausse l'année précédente.

À l'inverse, les premières entrées contribuent fortement à la hausse des inscriptions à Pôle emploi (5 % des inscriptions en 2013 et +19 % en un an). Il s'agit de personnes qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elles viennent d'achever leurs études ou lorsqu'elles étaient auparavant inactives.

Les inscriptions suite à un licenciement autre que pour motif économique (8 % des entrées) augmentent de 4 % entre 2012 et 2013.

Les entrées pour le motif "autres cas" progressent de 3 % sur un an et représentent quatre inscriptions sur dix en 2013. Elles recouvrent des situations ne correspondant à aucun des autres motifs d'inscription mais également celles faisant suite à une rupture conventionnelle (6 % des inscriptions et +7 % en un an) et les personnes qui s'inscrivent à Pôle emploi après avoir cessé leur activité non salariée.

## ■ Augmentation des sorties des listes de Pôle emploi

Bien que le nombre de sorties des listes de Pôle emploi reste inférieur à celui des inscriptions, il progresse de 4 % en Aquitaine en 2013 (+2 % en France métropolitaine). Le nombre de personnes parties en formation augmente de 6 % grâce notamment à la mise en place du plan gouvernemental "30 000 formations prioritaires". Le niveau d'augmentation est identique pour les cessations d'inscription suite à un défaut d'actualisation. Pour ce motif de sortie, les résultats de l'enquête trimestrielle menée par Pôle emploi et la Dares auprès des sortants des listes de Pôle emploi montrent qu'en moyenne une personne concernée sur deux a en réalité trouvé un emploi. De plus, les reprises d'emploi déclarées par les demandeurs d'emploi représentent près d'un quart des sorties des listes de Pôle emploi en 2013 et augmentent de 4 % en un an (stagnation au niveau national).

## ■ 150 000 offres d'emploi collectées par Pôle emploi

En 2013, les entreprises aquitaines confient près de 150 000 offres d'emploi à Pôle emploi. Parmi elles, 43 % sont dites "durables" et correspondent à des CDI ou à des CDD d'au moins six mois.

Deux familles de métiers se partagent équitablement un tiers des offres collectées en 2013, comme en 2012 : le commerce et les services à la personne. Précisément, 16 % des offres d'emploi proposées concernent des métiers du commerce (principalement dans la force de vente) dont près de six sur dix sont des offres d'emploi durables. Dans le domaine des "services à la personne et à la collectivité", les principaux profils recherchés se situent dans le nettoyage de locaux et l'aide à la vie quotidienne.

L'Aquitaine bénéficiant d'un fort potentiel touristique, le 3<sup>e</sup> domaine concentrant le plus d'offres est "l'hôtellerie, restauration, tourisme" avec 14 % des offres en 2013,

principalement pour des contrats de un à six mois (personnel de cuisine, service en restauration, animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents).

## ■ Des mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

En 2013, le nombre d'entrées en contrats aidés (contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir) est en progression.

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté sur le marché du travail, l'État subventionne des emplois dans le secteur non marchand, les CUI-CAE (contrats uniques d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi), et dans une moindre mesure dans le secteur marchand, les CUI-CIE (contrats uniques d'insertion - contrats initiative emploi).

En Aquitaine, environ 22 000 CUI sont signés en 2013, dont 19 300 CUI-CAE dans le secteur public et associatif et 2 600 CUI-CIE dans le secteur marchand. Le nombre d'entrées en CUI diminue ainsi de 5 % par comparaison à 2012.

Le nombre d'entrées dans ces dispositifs d'aide à l'emploi progresse pour les personnes de 26 à 49 ans (+3 %). A contrario, le nombre de CUI signés par des jeunes de moins de 26 ans chute de 31 % en 2013, en raison d'une substitution des emplois d'avenir sur cette tranche d'âge. Pour les seniors, la diminution est moindre : -2 %.

La durée moyenne des contrats augmente depuis 2012, passant de 7,4 mois à 9,8 mois, effet se traduisant par une faible variation du "stock" de bénéficiaires.

## ■ Déploiement de nouveaux dispositifs : "emplois d'avenir" et contrats de génération

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, les "emplois d'avenir" complètent la boîte à outils des dispositifs d'aide à l'emploi pour favoriser l'insertion professionnelle. Leur objectif est de promouvoir des contrats longs (3 ans) permettant la mise en œuvre d'actions de formation tout au long du contrat en ciblant les jeunes les plus éloignés de l'emploi. Ils sont réservés aux

### 3 700 emplois d'avenir en 2013

	2012	2013 (p)	Évolution 2013/2012 (%)
<b>Contrats en alternance</b>			
Contrats de professionnalisation . . . . .	6 528	7 362	12,8
Contrats d'apprentissage du secteur privé . . . . .	13 236	12 586	- 4,9
<b>Emplois aidés du secteur marchand</b>			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative à l'emploi (CUI-CIE) . . . . .	2 734	2 649	- 3,1
Emplois d'avenir . . . . .	///	637	///
<b>Emplois aidés du secteur non marchand</b>			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE) . . . . .	20 390	19 285	- 5,4
Emplois d'avenir . . . . .	74	3 114	///
<b>Mesures d'accompagnement des jeunes</b>			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) . . . . .	7 681	7 772	1,2

### Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

Source : Dares

p : données provisoires

/// : absence de donnée due à la nature des choses

Note : extraction au 29/04/2014

jeunes âgés de 16 à 25 ans peu ou pas qualifiés et aux personnes handicapées de moins de 30 ans. Les critères d'accès peuvent évoluer en fonction du niveau de diplôme et du territoire de résidence du bénéficiaire. Les emplois d'avenir concernent essentiellement les activités présentant un caractère d'utilité sociale ou environnementale ou alors fortement créatrices d'emploi, pour offrir aux jeunes des perspectives de recrutement sur le long terme.

Fin 2013, 3 700 emplois d'avenir pour l'insertion dans l'emploi et la formation des jeunes ont été signés.

Le contrat de génération est un dispositif d'aide à l'emploi visant à créer des binômes jeune-senior pour encourager l'embauche des jeunes et garantir le maintien dans l'emploi des seniors, tout en assurant la transmission des compétences et de l'expérience entre générations. Ce dispositif prévoit une aide financière pour toute embauche à partir de 2013 effectuée par les PME sous certaines conditions. Début 2014, un millier de demandes ont été reçues, concernant plus de 800 entreprises aquitaines.

### ■ Stabilité du nombre d'entrées en formation en alternance

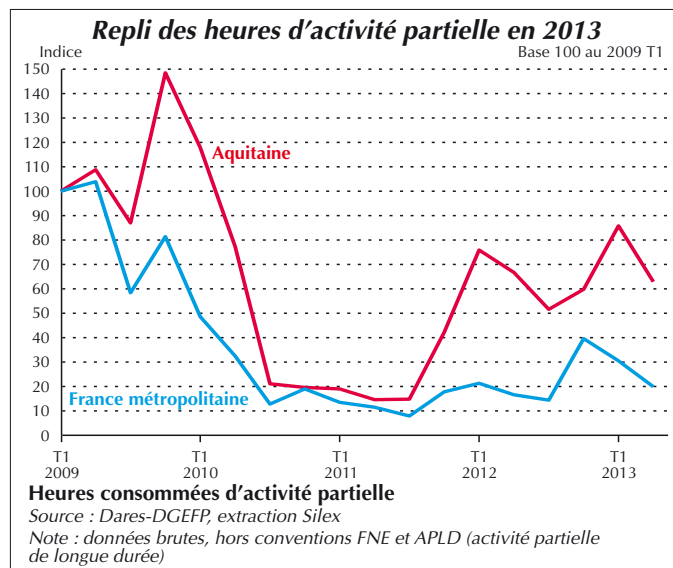
Le recours à la formation en alternance, alliant travail en entreprise et enseignement, connaît une relative stabilité en 2013. Les niveaux sont aussi proches de ceux observés en 2009 et 2010.

Le contrat de professionnalisation, qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans révolus et peut être proposé à l'ensemble des demandeurs d'emploi, rencontre plus de succès qu'en 2012. Avec 7 360 contrats signés, les entrées en formation de professionnalisation augmentent de 12,8 %. En revanche, 12 600 contrats en apprentissage ont été signés en 2013, moins qu'en 2012.

### ■ Légère baisse du recours à l'activité partielle

En période de difficulté, une entreprise peut réduire ou suspendre son activité. Le salarié, en situation de chômage partiel, continue de percevoir une rémunération, prise en charge pour partie par l'État. Il peut également bénéficier d'actions de formation durant cette période d'activité partielle.

Le recours à l'activité partielle en 2013 est globalement inférieur à l'année précédente. Les heures consommées et les effectifs concernés par l'activité partielle ont diminué : 1,12 million d'heures de chômage partiel ont été consommées sur l'ensemble de l'année, soit 63 000 de moins qu'en 2012. En



moyenne, 2 000 salariés par mois étaient concernés par ce dispositif.

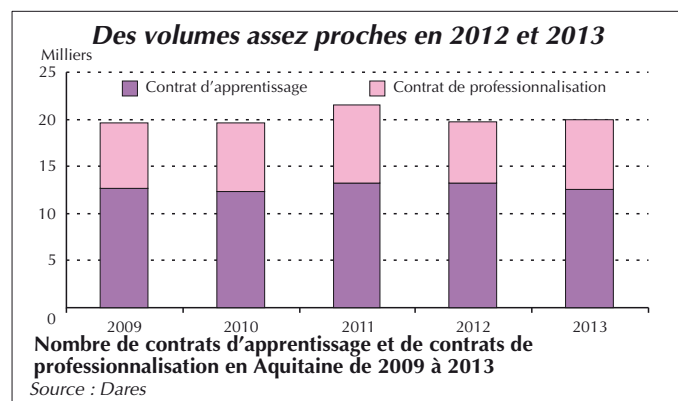
La diminution est marquée dans l'industrie, à l'exception de la métallurgie et de l'industrie du bois-papier, qui reste le plus gros consommateur de chômage partiel. En revanche, le nombre d'heures d'activité partielle consommées augmente dans le secteur de la construction et dans le tertiaire, mais sur des volumes bien plus faibles.

### ■ Des mesures d'accompagnement des licenciements moins nombreuses en 2013

Parmi la centaine d'établissements de plus de dix salariés ayant envisagé une procédure de licenciement pour motif économique en 2013, près de 70 ont mis en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), contre 80 en 2012. Le PSE vise à éviter les licenciements ou en limiter le nombre. Il prévoit un plan visant à faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement ne pourrait être évité, notamment celui des salariés âgés ou présentant des caractéristiques sociales ou de qualification rendant leur réinsertion professionnelle particulièrement difficile. Les modalités de suivi de la mise en œuvre du plan de reclassement sont précisées dans le PSE. □

**Karim MOUHALLI, Jérôme SCARABELLO**  
Directrice Aquitaine

**Florence LANDAU**  
Pôle emploi Aquitaine



#### POUR EN SAVOIR PLUS...

- **Site de la Direccte Aquitaine :**  
[www.aquitaine.travail.gouv.fr](http://www.aquitaine.travail.gouv.fr)  
--> Publications et statistiques
- **Site de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (Dares) :**  
[www.travail-emploi.gouv.fr](http://www.travail-emploi.gouv.fr)
- **Site de Pôle emploi Aquitaine :**  
[www.pole-emploi.fr/region/aquitaine](http://www.pole-emploi.fr/region/aquitaine)  
--> Marché du travail

## En 2013, fort dynamisme de la création d'entreprise, hors auto-entrepreneurs, en Aquitaine

Le nombre de nouvelles entreprises s'accroît de 4,6 % en Aquitaine en 2013, après le recul observé en 2012. L'Aquitaine est ainsi au 4<sup>e</sup> rang des régions françaises en matière de création d'entreprise. Les immatriculations d'auto-entreprises sont en net repli alors que celles des autres entreprises individuelles se redressent. Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises augmentent de 23 % et sont en hausse dans tous les secteurs marchands non agricoles. Le nombre de nouvelles entreprises progresse dans tous les départements, excepté la Dordogne.

Le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours de l'année 2013 augmente de 3 % par rapport à l'année 2012.

Le terme entreprise auquel il est fait référence dans cet article renvoie à une unité légale exerçant une activité au sein du système productif marchand et non à une entreprise au sens du décret d'application (n° 2008-1354) de l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Avec 30 600 entreprises nouvelles en 2013, le nombre de créations d'entreprises marchandes non agricoles augmente de 4,6 % en Aquitaine, alors qu'il baisse de 2 % au niveau de la France métropolitaine.

### 30 600 créations d'entreprises aquitaines

Unité : %

	Évolution 2013/2012			Ensemble	
	Sociétés	Ent. ind. hors auto-entreprises	Régime d'auto-entrepreneur	Créations en 2013 (nombre)	Évol. 2013/2012
Dordogne . . . . .	1,2	65,3	- 26,3	3 071	- 2,5
Gironde . . . . .	0,5	68,7	- 2,5	16 401	8,7
Landes . . . . .	1,6	34,4	- 12,4	3 259	0,3
Lot-et-Garonne . . . . .	- 4,0	54,5	- 10,4	2 375	2,1
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	7,2	42,6	- 14,3	5 490	0,9
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>1,5</b>	<b>57,2</b>	<b>- 9,1</b>	<b>30 596</b>	<b>4,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>- 0,3</b>	<b>27,3</b>	<b>- 10,3</b>	<b>520 997</b>	<b>- 1,9</b>

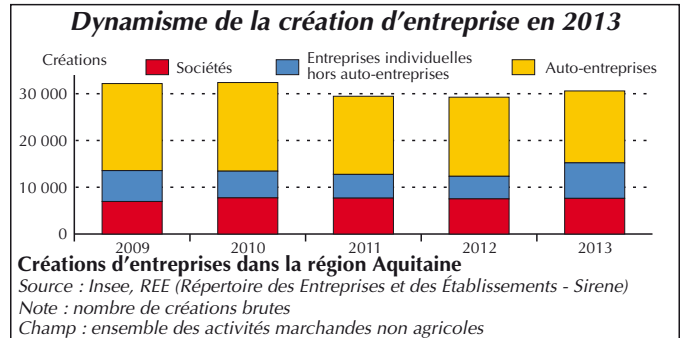
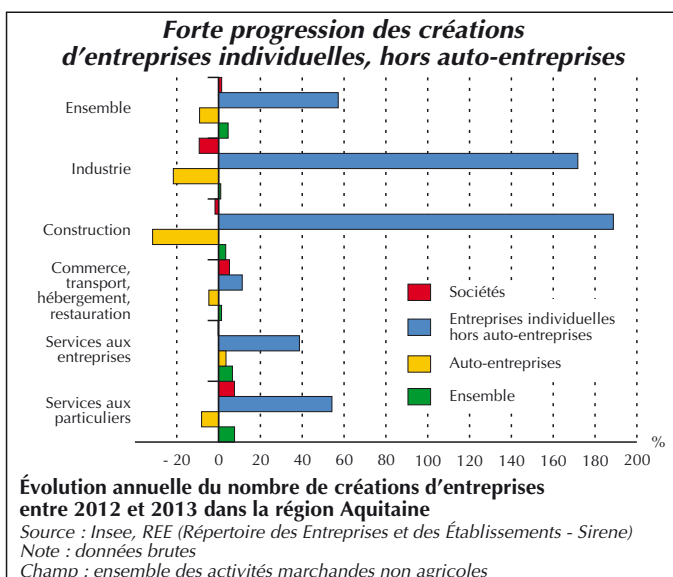
#### Créations d'entreprises par département

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Note : données brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Cette hausse contraste avec le recul observé les deux années précédentes. L'Aquitaine se place en tête des régions françaises pour ce dynamisme du renouvellement de ses entreprises entre 2012 et 2013, devant l'Alsace (4 %) et l'Auvergne (2 %).



### ■ Repli des créations d'auto-entrepreneurs

Le nombre d'immatriculations d'auto-entreprises diminue nettement alors que celui des autres entreprises individuelles est en forte expansion après trois années de baisse. L'incertitude quant à l'avenir de ce régime a peut-être orienté davantage de créateurs vers un statut "traditionnel".

En conséquence, les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent de 23 % en 2013.

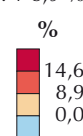
L'année 2013 se caractérise par le plus faible nombre de créations d'auto-entreprises depuis la mise en place de ce régime en 2009. Cependant elles représentent encore la moitié des demandes de création, et sept nouvelles entreprises individuelles sur dix. Les auto-entrepreneurs sont plus présents dans le commerce et les services que dans les autres secteurs. Leurs demandes d'immatriculations progressent dans les services aux entreprises, mais se contractent dans les autres secteurs. Les baisses de créations sous le régime d'auto-entrepreneur sont marquées dans les secteurs de la construction et de l'industrie. Elles sont moindres dans le secteur "commerce, transport et services divers" qui capte sept créations d'entreprises sur dix dans les départements aquitains. À l'inverse, le nombre d'auto-entreprises progresse dans le secteur "enseignement, santé humaine et action sociale".

### L'Aquitaine dans les régions les plus dynamiques en 2013

France métropolitaine : + 8,9 %

Aquitaine : + 23,0 %

Évolution de 2012 à 2013 (%)



Champ : France métropolitaine, hors auto-entrepreneurs - Ensemble des activités marchandes non agricoles

Évolution annuelle régionale des créations d'entreprises, hors auto-entreprises

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

**Une création aquitaine sur deux en auto-entreprise**

Unité : %

	Évolution 2013/2012					Ensemble	
	Indus.	Const.	Com., transp., hébergement et restau.	Serv. aux ent.	Serv. aux part.	Créations en 2013 (nombre)	Évol. 2013/ 2012
Dordogne . . . .	-50,0	-59,9	-12,3	-18,5	-19,4	1 416	-26,3
Gironde . . . . .	-10,4	-24,6	-1,4	12,7	-2,9	8 448	-2,5
Landes . . . . .	-33,8	-36,9	-2,6	0,2	-10,3	1 636	-12,4
Lot-et-Garonne	-13,7	-19,6	5,5	-16,3	-14,6	1 179	-10,4
Pyrénées-Atl. . .	-28,6	-33,7	-14,5	-2,9	-12,1	2 699	-14,3
<b>Aquitaine . . . .</b>	<b>-21,6</b>	<b>-31,5</b>	<b>-4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>-8,1</b>	<b>15 378</b>	<b>-9,1</b>
<b>France métro..</b>	<b>-17,2</b>	<b>-27,1</b>	<b>-4,6</b>	<b>-5,3</b>	<b>-9,8</b>	<b>269 383</b>	<b>-10,3</b>

**Demandes de création d'entreprises sous régime d'auto-entrepreneur par département**

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Note : données brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

**■ Hausse de créations hors auto-entreprises dans tous les secteurs**

En 2013, hors auto-entreprises, 15 220 entreprises ont été immatriculées. Les secteurs des services et du commerce concentrent les trois quarts de ces nouvelles unités. Le nombre de créations dans les activités de services aux entreprises devance celui des services aux particuliers. Contrairement à 2012, le secteur des services aux entreprises présente un bilan positif plus marqué en Aquitaine qu'au niveau national (respectivement + 10 % et + 2 %). Mais dans ce secteur, les activités "information et communication" et celles des "activités immobilières" comptent moins de nouvelles entreprises qu'en 2012. Le renouvellement des entreprises proposant des services aux particuliers est en forte hausse : + 2 % en Aquitaine et + 18 % dans l'Hexagone.

Le secteur regroupant les activités du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration rassemble 29 % des créations hors auto-entreprises en Aquitaine et progresse de 8 % par rapport à 2012. Le commerce de détail stagne, mais reste le sous-secteur le plus créateur avec 1 660 unités créées.

Le secteur de la construction enregistre en 2013 la plus forte hausse des créations hors auto-entrepreneurs de la région (+ 61 % contre + 19 % en France métropolitaine). Il regroupe

**Construction et industrie : deux secteurs sollicités par les entrepreneurs individuels**

Unité : %

	Évolution 2013/2012					Ensemble	
	Indus.	Const.	Com., transp., hébergement et restau.	Serv. aux ent.	Serv. aux part.	Créations en 2013 (nombre)	Évol. 2013/ 2012
Dordogne . . . .	217,2	192,1	23,8	55,7	27,8	1 063	65,3
Gironde . . . . .	160,0	240,3	4,4	48,4	84,8	3 682	68,7
Landes . . . . .	147,4	104,1	10,7	37,2	22,9	903	34,4
Lot-et-Garonne	194,1	133,9	22,4	42,2	35,6	598	54,5
Pyrénées-Atl. . .	157,6	163,7	15,5	13,0	33,1	1 346	42,6
<b>Aquitaine . . . .</b>	<b>171,8</b>	<b>188,8</b>	<b>11,3</b>	<b>38,7</b>	<b>54,2</b>	<b>7 592</b>	<b>57,2</b>
<b>France métro..</b>	<b>114,5</b>	<b>86,2</b>	<b>7,9</b>	<b>10,5</b>	<b>25,8</b>	<b>98 079</b>	<b>27,3</b>

**Créations d'entreprises individuelles, hors auto-entreprises, par département**

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Note : données brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

18 % de ces créations. La création d'entreprises dans l'industrie ne représente que 6 % des créations, mais progresse de 38 % sur un an, une hausse supérieure de dix points à celle observée au niveau national.

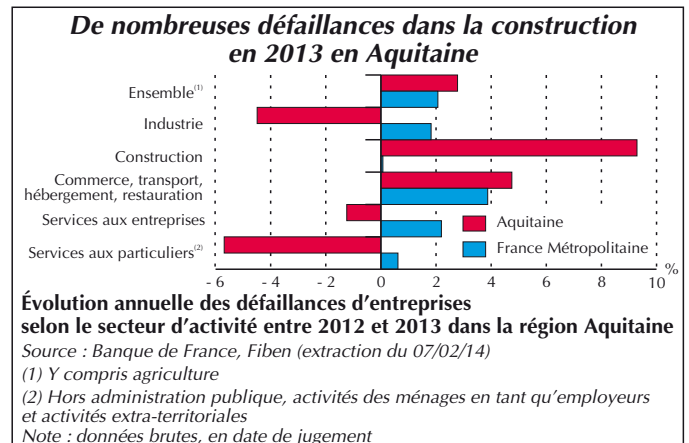
Les créations sous forme de société progressent dans la région et représentent un quart de l'ensemble des créations.

**■ Recul des créations en Dordogne**

En 2013, seul le département de la Dordogne enregistre une baisse du nombre de créations d'entreprises. Le renouvellement des entreprises stagne dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques, alors qu'il s'amplifie en Gironde et Lot-et-Garonne. Les demandes d'immatriculations d'auto-entreprises chutent dans les cinq départements au profit des autres entreprises individuelles, alors que celles sous forme sociétale se maintiennent excepté en Lot-et-Garonne.

**■ La hausse des défaillances d'entreprises se poursuit**

En Aquitaine, 3 400 défaillances d'entreprises sont jugées en 2013, en hausse de 3 % par rapport à 2012, supérieure d'un point à celle observée au niveau national. Cette augmentation est imputable au secteur de la construction et à celui de "commerce, transport, hébergement et restauration". Ces deux secteurs constituent la majorité des défaillances (63 %) comme en 2012.



Dans les services aux entreprises et dans ceux aux particuliers, les défaillances reculent respectivement de 1 % et de 6 % par rapport à 2012. L'agriculture et l'industrie sont relativement épargnées, leurs défaillances diminuent de 2 % et 5 %.

La hausse des défaillances d'entreprises n'affecte pas tous les départements de la région. Le nombre d'entreprises engagées dans une procédure de redressement judiciaire recule en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques. À l'inverse, il est en forte hausse en Gironde et augmente plus modérément dans les Landes et en Lot-et-Garonne. □

**Yvette WILLM**  
Insee Aquitaine

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• Site de l'Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Entreprises

## Une reprise de l'économie régionale à pas comptés en 2013, confirmée par la dynamique graduelle des premiers mois de 2014

En Aquitaine, en 2013, la valeur ajoutée des entreprises a plafonné dans la foulée de la décélération de 2012 et la rentabilité courante s'est contractée dans la plupart des secteurs et sur l'ensemble des marchés, national et à l'export. Dès la rentrée, dans l'industrie et les services marchands, la reprise s'installe à pas comptés, portée par la bonne tenue des prises d'ordres, régulièrement reconduites, notamment à l'international. L'activité globale du BTP connaît une relative stabilité, mais les marges sont de nouveau érodées. L'orientation des prévisions formulées par les industriels au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 confirme la poursuite de cette dynamique modérément positive.

La consolidation de l'activité industrielle est à l'œuvre en 2013, portée sur le second semestre par la meilleure tenue des prises d'ordres. Les pronostics de 2014 sont de la même veine.

### ■ Consolidation progressive de l'activité industrielle

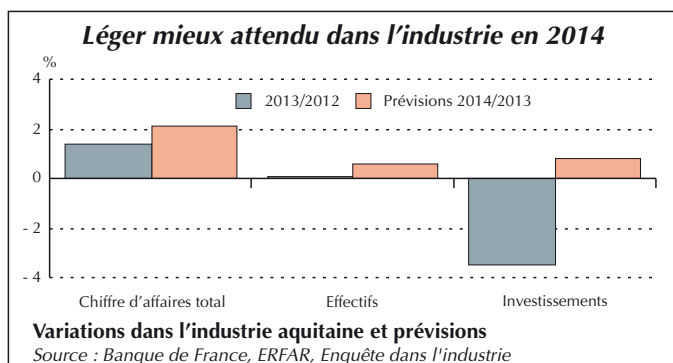
Dans l'agroalimentaire, le chiffre d'affaires évolue positivement tout au long de l'année. La production de boissons signe notamment une année plus favorable que l'an passé.

Les facturations dans les matériels de transports enregistrent la plus forte hausse à 4,3 % sur l'année. Les marchés de l'aéronautique soutiennent la tendance. Des signaux d'alerte apparaissent cependant en fin d'année ; la bonne tenue des salons dans l'aviation commerciale contraste avec les revers ou les reports de l'aérospatiale-défense. Le marché se stabilise dans l'automobile. L'évolution est plus chaotique pour les équipements électriques et électroniques, qui terminent l'année en hausse de 1,5 % malgré la baisse des deux derniers mois.

L'activité dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques accuse une perte de vitesse en dépit des débouchés de l'aéronautique régionale. Dans le travail du bois, les marchés restent étroits et ceux de la construction-bois apparaissent un peu décevants.

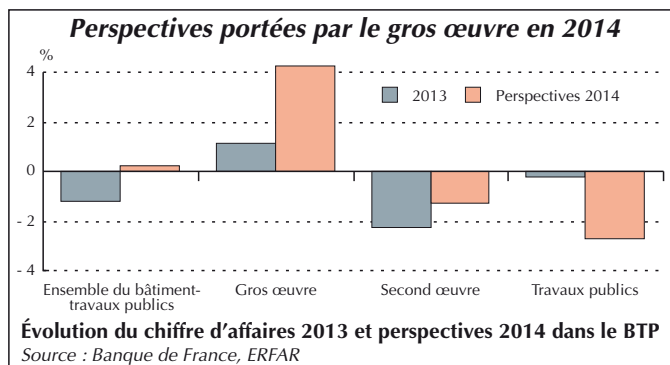
### ■ Disparités dans l'effort d'investissement

Les investissements reculent dans l'ensemble. Trop peu d'entreprises participent à la dynamique productive comme à la recherche de marchés internationaux. Pour 2014, l'investissement pourrait stagner chez les PME, avec des disparités toujours importantes selon les branches et les tailles d'entreprises. Ce comportement résulte d'anticipations plutôt attentistes, faute de visibilité.



### ■ Quasi-stabilisation des chiffres d'affaires du BTP

Dans le bâtiment-travaux publics, le gros œuvre, dont le volume d'affaires 2013 a été pratiquement identique à celui de 2012, anticipe une reprise notable en 2014 (+ 4 %). Le secteur des travaux publics, plus actif en 2013, s'attend à une légère diminution de son activité. Le second œuvre, pour sa part, connaît un recul plus prononcé et continuerait à se contracter faiblement en 2014.

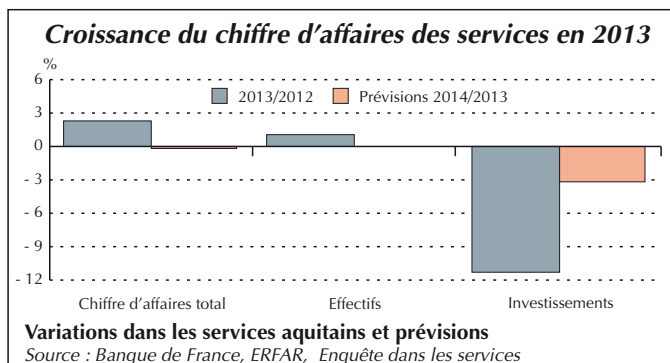


La chute récurrente des prix s'accompagne d'une érosion toujours plus marquée des marges, laquelle devient préoccupante pour la pérennité de certaines entreprises. Malgré ce contexte, le maintien des effectifs dans le BTP devrait perdurer.

### ■ Une évolution plus favorable des marchés du tertiaire

La croissance du chiffre d'affaires global des services marchands se confirme en 2013. La plupart des secteurs interrogés enregistrent cette tendance modérément positive. Dans ce contexte, les effectifs ont pu être légèrement confortés, avec un recours accru à l'emploi temporaire.

Les investissements, qui s'étaient intensifiés en 2012, subissent cependant un repli sur l'année, traduisant l'attentisme général





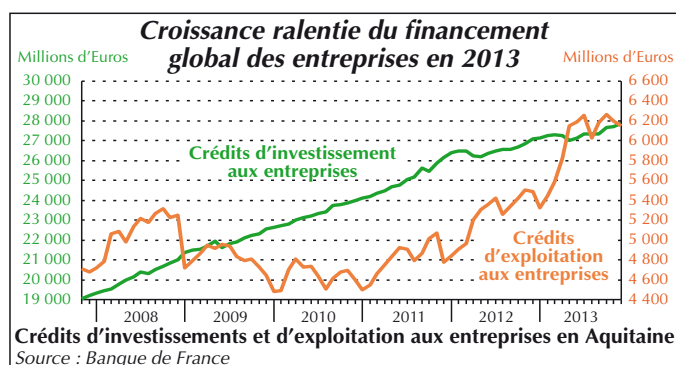
et persistant des entrepreneurs. Cet environnement impacte les perspectives pour 2014 qui tendent vers l'immobilisme.

Le chiffre d'affaires des entreprises de commerce de gros poursuit sa croissance en 2013 avec toutefois des situations contrastées selon les secteurs.

Largement dépendant des conditions climatiques, le commerce de gros de céréales subit les évolutions les plus marquées, les cours étant soumis à de fortes variations. Dans le secteur viticole, le marché intérieur s'est maintenu à un bon niveau, mais les négociants doivent faire face à un repli confirmé des marchés asiatiques expliquant en partie le moindre dynamisme à l'export. Cette évolution devrait se poursuivre en 2014. De plus, avec la baisse attendue des prix de vente des produits agricoles notamment, les anticipations des chefs d'entreprise sont prudentes.

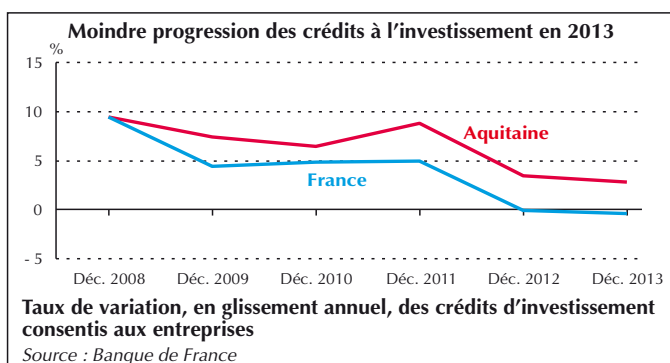
### ■ Progression des crédits aux entreprises ralentie

En 2013, les financements accordés par les établissements bancaires aux entreprises régionales ont progressé (+ 4,3 %) à un rythme inférieur à celui des dernières années, mais nettement supérieur à celui observé au niveau national (+ 0,5 %). Les banques répondent donc globalement aux besoins de financement de l'économie.



Les crédits d'exploitation (encours court terme déclarés par les banquiers de la place au fichier central des risques) marquent un palier au second semestre.

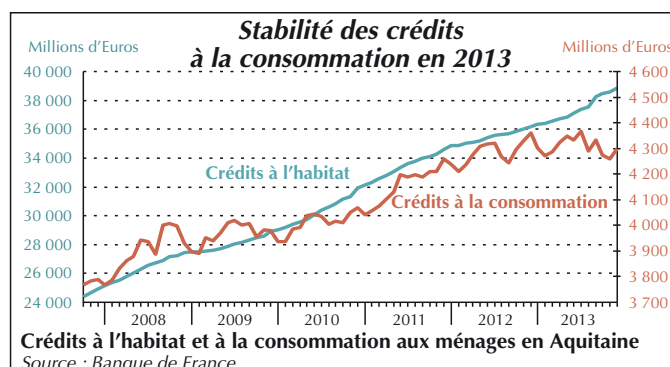
Dans le détail, les crédits à moyen et long terme consentis aux entreprises locales poursuivent une progression, certes ralentie (2,8 % contre 3,5 % en 2012), mais à contre-courant du niveau national (- 0,4 %). Cette augmentation reflète l'effet conjugué d'investissements renouvelés et de l'attractivité du territoire.



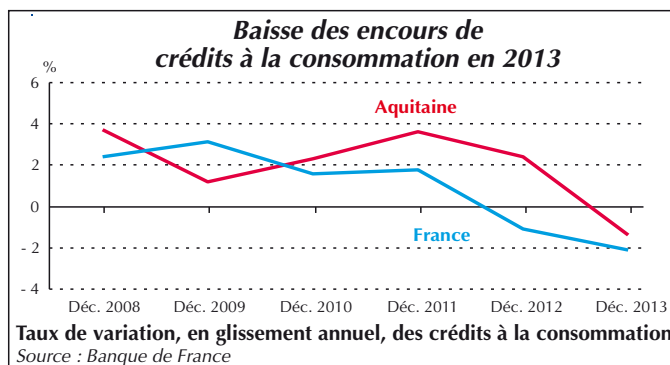
Elle correspond aussi à un mode de financement qui reste largement intermédié (d'origine bancaire) en région.

### ■ Croissance des crédits aux ménages maintenue pour le logement, tassement pour les crédits à la consommation

La croissance des crédits consentis aux ménages se maintient en glissement annuel sur 2013 (6,5 % en Aquitaine contre 2,9 % en France).



L'année 2013, et surtout pendant le dernier trimestre, enregistre une croissance des financements à l'habitat de 7,4 %. Cette évolution, supérieure à celle observée au plan national (3,3 %), est notamment un effet du flux migratoire positif observé sur la région. La progression d'ensemble des crédits à l'habitat bénéficie moins aux constructions neuves, en repli depuis le début de l'année.



Les crédits à la consommation régressent en 2013 en Aquitaine (- 1,4 %), inversant la tendance observée jusque-là pour s'inscrire dans un mouvement plus comparable au constat national (- 2,1 %). Manque de tonus dans la consommation des ménages et encadrement prudentiel plus strict des crédits revolving sont des éléments d'explication. □

**Banque de France**  
Direction des affaires régionales Aquitaine  
Pôle études et statistiques

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

##### • Site de la Banque de France :

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)

--> Rubrique Économie et Statistiques / Conjoncture et croissance / Publications régionales / Aquitaine

## En 2013, en Aquitaine, une nouvelle baisse des exportations plus sensible qu'en 2012

En 2013, le repli des exportations est plus important au niveau régional qu'au niveau national. Les exportations de l'Aquitaine chutent de plus de 4 % par rapport à 2012, année déjà marquée par un recul de 2 % par rapport à 2011. Elles continuent donc de baisser. Les importations progressent très légèrement.

Ces évolutions opposées érodent à nouveau le solde habituellement excédentaire de la région et le réduisent au minimum. Au terme de l'année 2013, l'excédent n'est plus que de 23 millions d'euros.

La dégradation touche la plupart des secteurs et révèle aussi la fragilisation de certains pays clients. Dans ce contexte difficile, les États-Unis s'avèrent être un partenaire essentiel pour le commerce régional.

Après avoir sensiblement ralenti l'année précédente, les échanges commerciaux de la France se replient en 2013, à l'export (- 1,3 %) comme à l'import (- 2,3 %).

Les exportations sont particulièrement impactées par les contre-performances du secteur automobile ou par le recul prononcé des ventes de certains biens intermédiaires (produits métallurgiques, chimie) et de machines industrielles et agricoles.

Les importations fléchissent également, en raison principalement de la chute des approvisionnements énergétiques. Cet allègement de la facture énergétique contribue de manière significative à la réduction du déficit des échanges nationaux, qui se situe désormais à 61,2 milliards d'euros (en données FAB/FAB).

### ■ Les échanges décroissent au niveau national

S'agissant des exportations, le recul concerne surtout les biens intermédiaires, les machines et les véhicules.

Les ventes de produits métallurgiques et de produits chimiques enregistrent un net repli, cette évolution résultant à la fois d'une baisse des cours des matières premières et/ou d'une diminution des quantités écoulées.

Les ventes de machines industrielles et agricoles fléchissent, aussi bien vers l'Europe que vers les pays tiers qui jusque-là parvenaient à tirer la croissance.

Enfin, la contraction des exportations de véhicules automobiles se poursuit en 2013 (- 6,4 % après - 4,8 % en 2012). Le solde commercial automobile, déficitaire depuis 2007, se dégrade pour atteindre le niveau record de 8,9 milliards d'euros.

D'une manière générale, les exportations relevant des secteurs forts de la spécialisation française restent dynamiques. Les exportations de produits pharmaceutiques poursuivent leur progression (2,5 % après 13 %), les exportations de produits agricoles rebondissent (8,7 % après - 5,4 %), les exportations de boissons continuant de croître légèrement (0,7 % après 10 %). Pour leur part, les ventes de l'aéronautique (1 %) et de l'industrie du luxe restent bien orientées.

Pour ce qui concerne les importations, le recul est prononcé pour les produits chimiques (- 6,6 %), remarqué pour les achats pharmaceutiques (- 3,4 %), car c'est la première baisse depuis 10 ans et également inédit pour les achats aéronautiques. La contraction des importations touche aussi de nombreux biens intermédiaires ainsi que les machines industrielles et agricoles ou encore les produits informatiques et électroniques.

Les importations de textiles et habillement progressent légèrement tandis que les achats de véhicules automobiles rebondissent (+ 4 % après - 11 %). Enfin, la hausse des achats de produits agroalimentaires se poursuit au niveau national.

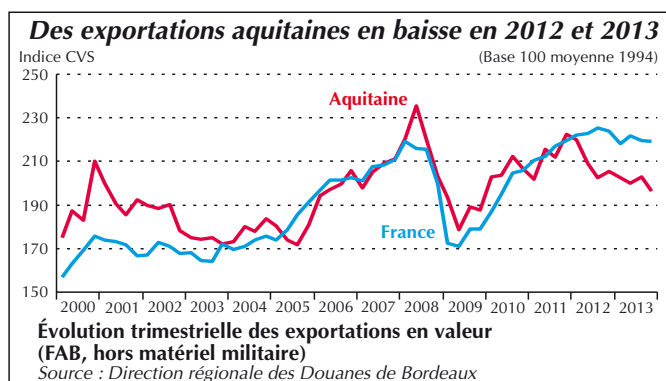
### ■ Un commerce extérieur régional juste à l'équilibre

En 2013, l'Aquitaine réalise 3 % des exportations et 2,6 % des importations nationales et se maintient au douzième rang des régions françaises, à l'export comme à l'import. Ses importations progressent très légèrement (+ 0,4 %). En revanche, ses exportations continuent de décroître, après une baisse de 2 % en 2012.

Cette chute des exportations, conjuguée à une stabilité des importations, place les échanges de l'Aquitaine dans une situation de quasi-équilibre. L'excédent commercial habituel de la région n'est plus que de 23 millions d'euros.

### ■ Des exportations en repli quasi général

En 2013, l'Aquitaine a exporté pour 12,9 milliards d'euros. Cinq années auparavant, ses exportations s'élevaient à 14 milliards d'euros (en euros courants).



À l'exception des produits de la culture et de l'élevage, la dégradation touche la plupart des secteurs, même celui des boissons. Les bons résultats enregistrés pour les boissons alcooliques distillées (+ 3,9 %) ne peuvent compenser la chute des exportations de vins (- 6,7 %). Dans les autres secteurs clés, le recul est de 5,1 % pour la construction aéronautique et spatiale, 3,6 % pour les produits chimiques de base, 2,2 % pour le secteur de la pâte à papier, papier et carton, 14 % pour les produits pharmaceutiques et 35 % pour les produits sidérurgiques.

Les progressions concernent le bois et articles en bois (6,5 %), les préparations de fruits et légumes (9,7 %), les instruments à usage médical (4 %), et les équipements pour automobiles (6,3 %).

Malgré la baisse qui affecte les exportations de vins, le secteur des boissons reste en tête du palmarès 2013 des ventes de la région, conservant la première place devant la construction aéronautique et spatiale. Les produits de la culture et de l'élevage se situent toujours au troisième rang.

■ **Stabilité des importations**

Après un recul de près de 6 % en 2012, les importations de l'Aquitaine se rétablissent et enregistrent une très légère progression.

Cette stabilisation d'ensemble est le résultat d'évolutions très contrastées. La hausse concerne notamment les produits pétroliers (4,5 %), les produits de la culture et de l'élevage (23 %), les produits chimiques de base et produits azotés (0,6 %) et les machines (10 %). Mais d'autres secteurs sont à la baisse, en particulier les produits de la construction aéronautique et spatiale, mais aussi les produits de la construction automobile (- 1,1 %), le bois et les articles en bois (- 7,1 %), les articles d'habillement (- 20 %).

Comme par le passé, les produits pétroliers constituent le premier produit importé (un cinquième du total des importations).

Suivent les produits chimiques de base et produits azotés, avec une part de 8,7 %, les produits de la construction automobile (6,3 %), les produits de la construction aéronautique et spatiale (5,8 %) et les produits de la culture et de l'élevage (4,2 %).

■ **Les États-Unis, un client essentiel**

En 2013, le montant global des exportations de l'Aquitaine vers les États-Unis se renforce par rapport à l'année précédente (4 %), principalement grâce à une hausse sur les produits de la construction aéronautique et spatiale (8 %). Ce pays représente la principale destination de nos exportations avec une part proche de 17 %.

Hors les États-Unis, les clients habituels de l'Aquitaine ont sensiblement réduit leurs acquisitions : en particulier l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique.

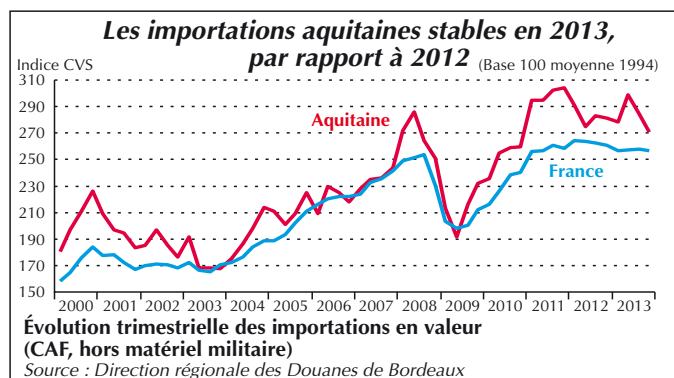
Le Royaume-Uni reste le premier destinataire des vins aquitains en 2013, bien que sur cette période, les expéditions pour ce produit et vers ce pays aient diminué en valeur de 12 %. Hormis quelques bons résultats sur certaines destinations (Hong Kong, Canada, Pays-Bas, Singapour), les ventes de vins sont à la baisse vers la plupart des pays.

Au palmarès des pays clients, les États-Unis devancent l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni, dans cet ordre. À l'importation, ces mêmes pays se positionnent en tête, mais dans un classement différent : Espagne, États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni.

Ce quatuor concentre toujours l'essentiel des échanges commerciaux de la région. En effet, 51 % des exportations de l'Aquitaine sont destinées à ces pays et 44 % de ses importations en proviennent. □

**Philippe GUÉRIN DE TOURVILLE**

Direction régionale des Douanes de Bordeaux  
Pôle action économique



**POUR EN SAVOIR PLUS...**

- Site des Douanes : <http://lekiosque.finances.gouv.fr>

**Le secteur agroalimentaire aquitain en recul dans les exportations en 2013**

Unités : million d'euros et %

Nomenclature agrégée A17	Exportations			Importations		
	2013	Évol. 13/12 (%)	Part (%)	2013	Évol. 13/12 (%)	Part (%)
<b>AZ</b> Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture .....	1 306	7,7	10,1	649	22,4	5,0
<b>C1</b> Produits des industries agroalimentaires (IAA) .....	3 511	- 4,5	27,0	1 314	7,5	10,1
<i>dont boissons</i> .....	2 382	- 6,3	18,3	343	17,3	2,6
<b>C2</b> Produits pétroliers raffinés et coke .....	3	- 29,4	0,0	2 511	4,5	19,4
<b>C3</b> Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique .....	786	0,0	6,0	1 678	1,9	12,9
<b>C4</b> Matériels de transport (fer, air, mer, route) .....	2 521	- 2,7	19,4	1 764	- 4,5	13,6
<i>dont produits de la construction aéronautique et spatiale</i> .....	2 117	- 5,1	16,3	758	- 12,0	5,8
<b>C5</b> Autres produits industriels .....	4 554	- 8,1	35,1	4 854	- 2,5	37,4
<b>DE</b> Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets ..	255	- 13,2	2,0	122	- 45,7	0,9
Autres (produits de l'édition, plans techniques, objets d'art...) .....	53	9,3	0,4	72	12,6	0,6
<b>Ensemble</b> .....	<b>12 989</b>	<b>- 4,3</b>	<b>100,0</b>	<b>12 966</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>

**Exportations et importations par produits en Aquitaine en 2013**

Source : Direction régionale des Douanes de Bordeaux, Exploitation base de données BEANET d'avril 2014

Note : Les importations sont comptées en valeur CAF (coût, assurance, fret), les exportations en valeur FAB (franço à bord), les données ne comprennent pas le matériel militaire.

## 2013 : Productions tardives et rendements en baisse, suite aux conditions climatiques

L'ensemble des productions végétales a subi le climat froid et humide du printemps 2013, entraînant des retards de production et des baisses de rendements. Cela affecte autant la filière viticole que les céréales et les fruits et légumes. Les prix des céréales restent bas, au niveau de ceux du second semestre 2012. Les cours du vin et des fruits sont orientés à la hausse.

Selon les filières animales, la tendance diffère : baisse de la production et hausse des cours pour les bovins et la production de lait, redressement en volume et en valeur pour les porcins et la volaille. Par contre, les coûts de production cessent d'augmenter en 2013.

Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et aquacoles continuent de progresser.

L'année 2013 est très contrastée sur le plan météorologique. L'hiver a été froid, surtout en février avec de fortes précipitations. Ensuite le printemps a été très arrosé surtout sur le sud de l'Aquitaine. Juin a été marqué par de violents épisodes orageux. Juillet et août ont été chauds et secs avec encore de violents orages. Le premier semestre aura connu un très faible ensoleillement. Très généreux en juillet et août, celui-ci redevient déficitaire à partir de septembre.

### ■ Baisse des rendements en céréales et stabilisation des cours

Avec 109 000 hectares, les surfaces en blé tendre progressent de 5 % par rapport à 2012, mais du fait du retard de végétation subi au printemps, partiellement comblé en juillet et août, les rendements sont en baisse de 6 %. Pour le maïs, après des semis perturbés (environ 10 000 hectares non semés) et un été très sec pour les surfaces non irriguées, les rendements sont logiquement en baisse de 15 % par rapport à 2012. Par contre, les surfaces de maïs semence repartent à la hausse.

Le repli des surfaces en colza se poursuit (- 35 %) alors que la sole de tournesol augmente de 25 %.

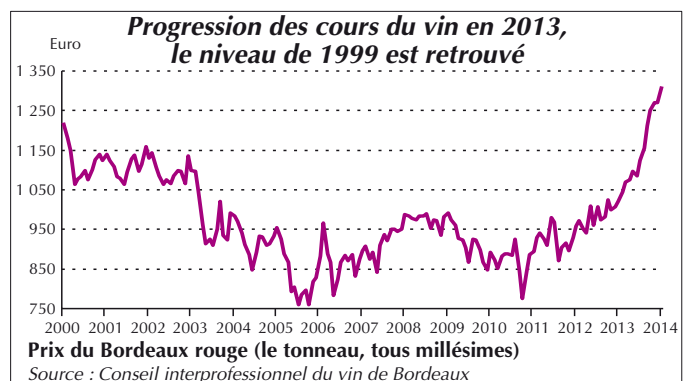
Les cours ont continué en début de campagne 2013/2014 sur la tendance baissière de la campagne précédente avant de se stabiliser à partir du mois d'août 2013.

### ■ Petite récolte viticole

Les conditions climatiques pendant la floraison ont eu pour conséquence un fort taux de coulure et de millerandage essentiellement en Dordogne, Landes, Gironde et Lot-et-Garonne et entraîné des vendanges tardives. En Dordogne et en Gironde, la production a aussi été impactée par de forts épisodes de grêle. La vendange 2013 est donc faible en Aquitaine, avec à peine 4 millions d'hectolitres en Gironde, 400 000 hl en Dordogne, 270 000 hl en Lot-et-Garonne et environ 100 000 hl dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques.

Dans ce contexte, les stocks à la propriété sont en baisse de 13 %.

Les cours des contrats vrac des vins AOP (appellation d'origine protégée) augmentent globalement de 10 % en 2013 et ils devraient rester élevés. Ceux des vins IGP (indication géographique protégée) et sans IG suivent la même tendance.



### ■ Situation contrastée pour les fruits

Les surfaces de pommiers se stabilisent en 2013 en Aquitaine. La floraison s'est bien déroulée dans un créneau climatique favorable. Mais la phénologie reste en retard de trois semaines et entraîne une production avec beaucoup de petits calibres cependant la production reste supérieure de 10 % à la moyenne quinquennale. Le marché reste calme avec des cours bien inférieurs à la précédente campagne.

Même stabilité pour les surfaces de kiwi, fortement touchées par les intempéries du printemps, avec une mauvaise pollinisation. La vallée de l'Adour est fortement impactée. La production est en baisse de 5 % à 10 % dans la vallée de la Garonne et 10 % à 40 % dans la vallée de l'Adour. Le marché du kiwi, notamment à l'export où on attend une concurrence moindre du Chili, semble bien orienté.

La prune à pruneau subit elle aussi les aléas climatiques du printemps, avec pour cette production un retard de récolte de quinze jours, récolte perturbée par les pluies, et beaucoup de fruits qui éclatent. La production 2013, estimée à 100 000 tonnes, est inférieure de 20 % par rapport à celle de 2012, avec un taux de sucre faible. La transformation en pruneau s'en trouve affectée.

### ■ Campagnes décevantes en melon et tomate, satisfaisante en fraise

Le parc de serres chauffées continue de croître, avec une production supérieure de 10 % par rapport à 2012. La tomate industrie recule de 25 % en raison d'une mauvaise mise en place due aux conditions climatiques. La commercialisation de

printemps s'est bien déroulée avec des prix rémunérateurs, alors que celle d'été a été fortement concurrencée par celles du Benelux et de la Bretagne. Les cours sont inférieurs de 7 % à ceux de la moyenne quinquennale.

Le recul de la culture du melon continue : - 11 % par rapport à 2012. Là aussi, le retard de production est de trois semaines, avec de petits rendements sous abri bas. La production de plein champ sera normale, mais très groupée avec beaucoup de gros calibres peu rémunérateurs. Au final, la production recule de 30 % en volume et de 9 % en prix.

Les surfaces en fraises continuent de croître, essentiellement en hors sol. Des rendements très corrects ont permis une production de 20 000 tonnes. La campagne de commercialisation s'est déroulée normalement à des niveaux de prix corrects.

### ■ Production bovine en baisse

La production de viande bovine recule en 2013, essentiellement en veaux de boucherie. Face à cette faiblesse de l'offre, les cours progressent de 4 % par rapport à 2012. Mais les coûts des aliments pour les gros bovins restent élevés. Et la consommation des ménages continue de reculer.

### ■ Production porcine en hausse

La progression des tonnages abattus de porcs s'élève à 4 % par rapport à 2012. Dans le même temps, la consommation des ménages augmente au détriment des viandes rouges. Depuis 2011, les cours sont en progression constante pour les porcs charcutiers aquitains.

### ■ Production ovine en repli

En 2013, les abattages d'ovins sont en retrait de plus de 8 % en nombre de têtes et de 12 % en tonnage par rapport à 2012. Dans un contexte de baisse continue de la consommation de viande ovine, les cours de l'agneau en Aquitaine restent cependant fermes grâce à des disponibilités réduites.

### ■ Surproduction d'œufs

La production d'œufs a progressé fortement en 2012 après une baisse sensible en 2011. Sur les six premiers mois de 2013, elle est encore en hausse de 25 % par rapport à 2012. Suite à d'importantes mises en place de poulettes, elle devrait encore croître avec pour conséquences une surproduction et une baisse des cours. Entre décembre 2012 et août 2013, le prix des cent œufs est tombé de 7,68 € à 4,19 €.

### ■ Davantage de poulets, moins de canards

La production française de poulets serait en hausse de 5 % par rapport à 2012. Les productions des autres volailles sont en repli. La dinde et le canard à rôtir sont en retrait de plus de 7 %, les canards gras de 2 %. L'Aquitaine devrait produire en 2013 environ 40 millions de poulets et un peu plus de 17 millions de canards gras.

### ■ Production de lait de vache en repli

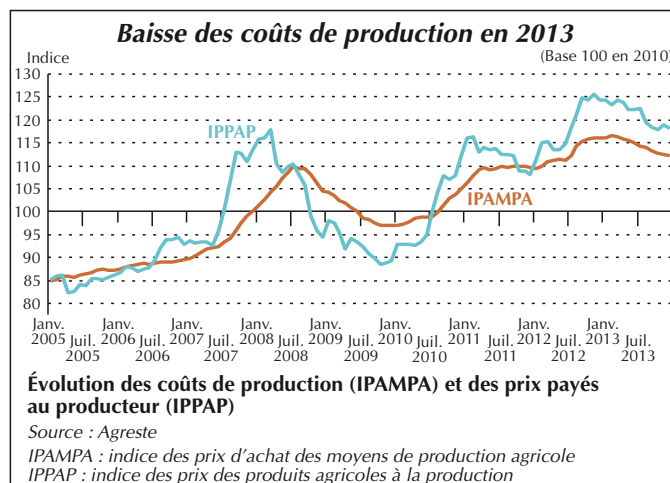
Sur les six premiers mois de la campagne laitière 2013-2014, la production du lait de vache aquitain est marquée par un repli respectif de la collecte et des livraisons de 8 % et 10 % par rapport à la campagne 2012-2013, contrairement au reste de la France où elle progresse de 4 %. La flambée du coût de l'alimentation animale et la baisse du prix du lait avaient fortement pénalisé la production laitière fin 2012 et début 2013.

Sur les neuf premiers mois de 2013, en Aquitaine, la collecte du lait de brebis est en hausse de 5 % par rapport à 2012. À l'inverse, la collecte du lait de chèvre affiche un repli historique de 13 % par rapport à 2012, le plus bas niveau depuis 2007.

### ■ Hausse de la valeur des produits agricoles à l'export

Dans un contexte de repli global de la valeur des exportations d'Aquitaine (- 4 %), les exportations de produits agricoles et sylvicoles progressent de 7,7 % en 2013 par rapport à 2012. Par contre, les ventes de produits des industries agroalimentaires, et en particulier les boissons, sont en recul. Les "boissons" restent néanmoins le premier produit à l'export, avec 2,4 milliards d'euros dont 2,2 milliards d'euros pour les vins de Bordeaux.

De janvier à juillet 2013, les exportations de foie gras augmentent de plus de 11 % en valeur et de 2 % en volume (+ 3,2 % pour le foie gras de canard mais - 10 % pour le foie gras d'oie). Les exportations vers l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est se développent, avec l'émergence de classes moyennes de plus en plus nombreuses dans ces pays. Les deux marchés traditionnels, que sont l'Espagne et la Belgique, sont en repli respectivement de 13 % et 3 %.



L'année 2013 est marquée par une baisse des coûts de production (cf. IPAMPA, indice des prix d'achat des moyens de production agricole). □

**Alain IRIBARREN**  
Draaf Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Agriculture :  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

## L'habitat collectif soutient l'activité de la construction en 2013

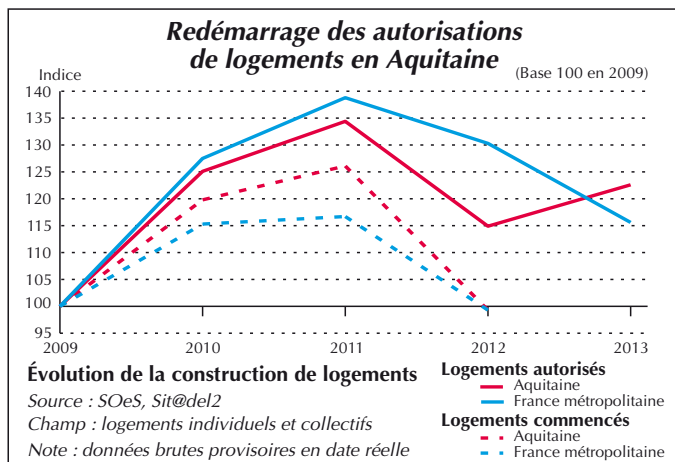
En 2013, le nombre de logements autorisés repart à la hausse (+ 6,7 %) grâce aux autorisations de logements collectifs et résidentiels, en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques. Les mises en chantier se replient à nouveau (- 9 %). Le nombre de logements neufs vendus augmente de 36 %.

Les surfaces de locaux autorisés ne diminuent que légèrement (- 1,2 %) grâce au dynamisme des autorisations des exploitations agricoles ou forestières (+ 26,5 %).

En Aquitaine, le secteur de la construction résiste en 2013 grâce aux autorisations de logements collectifs et résidentiels en Gironde et dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le nombre de logements autorisés à la construction en Aquitaine repart à la hausse, + 6,7 % par rapport à 2012, alors qu'il poursuit sa baisse au niveau national (- 11,3 %). Ce regain d'activité régional est porté par un fort dynamisme de l'habitat collectif et résidentiel (+ 30 %), tandis que l'habitat individuel continue de chuter (- 10 %).

La Gironde et les Pyrénées-Atlantiques représentent respectivement 56 % et 22 % de l'ensemble des autorisations en 2013 et 64 % et 28 % des logements collectifs. Le nombre d'autorisations progresse exclusivement dans ces deux départements. Il augmente de 46 % en Gironde, après une chute de près d'un tiers en 2012, et s'accroît de 32 % dans les Pyrénées-Atlantiques, après - 15 % l'année précédente.



L'habitat individuel s'effondre dans tous les départements, de - 5 % en Lot-et-Garonne à - 16 % dans les Landes.

### ■ Chute des mises en chantier

En 2013, selon les données en date réelle connues mi-avril 2014, 19 923 logements sont mis en chantier en Aquitaine, soit 9 % de moins qu'en 2012, année au cours de laquelle le nombre de mises en chantier avait déjà chuté de 21 %. Les

La base Sit@del2 dont sont issus les résultats de la construction est élaborée à l'aide des informations déclarées par les pétitionnaires dans les formulaires. Les informations relatives aux autorisations sont transmises par les services instructeurs ; leur remontée intervient dans les six mois après le prononcé. Les déclarations de mises en chantier sont à l'initiative des pétitionnaires ; leur remontée intervient dans les dix-huit mois après l'ouverture de chantier.

- En date de prise en compte (DPC), chaque événement (autorisation, mise en chantier) est rattaché à la date à laquelle il est intégré dans la base de données Sit@del2, laquelle peut être postérieure de plusieurs mois à la date réelle de l'événement. Cette série est utilisée en évolution sur les périodes les plus récentes pour étudier la conjoncture. Cette série n'étant pas révisée dans le temps, le cumul annuel en date de prise en compte est par conséquent la somme des données publiées sur les douze mois d'une année civile (ou douze mois "glissants"). En revanche, des écarts avec la réalité peuvent être constatés en fonction des remontées d'informations de la part des services instructeurs et/ou des pétitionnaires.

- Les séries en date réelle (DR) rattachent chaque événement (autorisation, mise en chantier) au mois au cours duquel il s'est effectivement produit. Compte tenu des délais de remontée des informations, les chiffres en date réelle sont susceptibles de révision chaque mois. La stabilisation des résultats intervient généralement dans les six mois pour les autorisations et dans les dix-huit mois pour les mises en chantier. Ces données reflètent mieux la réalité de la construction dans le temps et doivent être utilisées pour toutes les études structurelles sur l'historique de la construction excluant la période la plus récente.

### Forte hausse des autorisations dans l'habitat collectif

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total
	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (%)	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (%)	
Dordogne . . . . .	1 798	- 14,4	170	- 23,1	1 968 - 14,4
Gironde . . . . .	7 074	- 7,8	9 851	45,9	16 925 - 4,7
Landes . . . . .	2 505	- 16,1	830	- 36,3	3 335 - 1,8
Lot-et-Garonne . . . . .	1 169	- 5,3	230	- 10,5	1 399 - 13,9
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	2 357	- 9,1	4 320	31,9	6 677 - 7,2
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>14 903</b>	<b>- 10,2</b>	<b>15 401</b>	<b>30,4</b>	<b>30 304 - 6,5</b>
France métropolitaine . . . . .	171 851	- 10,9	209 512	- 11,6	381 363 - 2,2

### Logements autorisés par département

Source : SOeS, Sit@del2

Champ : France métropolitaine

Note : données brutes provisoires en date réelle

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

mises en chantier de logements individuels se replie de 10 % et celles de logements collectifs et résidentiels de 8 %.

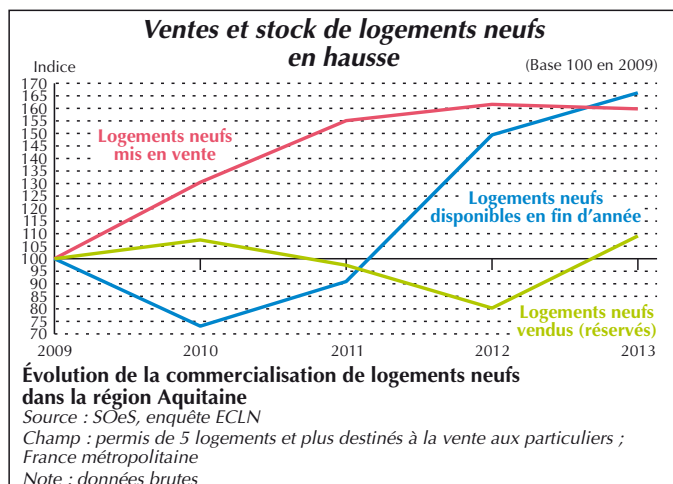
Le recul des mises en chantier concerne tous les départements. Seule fait exception, avec une quasi-stagnation, la construction collective en Gironde (- 0,7 %) et dans les Landes (+ 0,5 %).

### ■ Forte reprise des ventes de logements neufs

En 2013, les ventes de logements neufs augmentent de 36 % par rapport à 2012. Cette reprise fait suite à une baisse de 9,6 % des ventes de logements sur la période 2007-2012.

En parallèle, le nombre de mises en vente baisse de 1,1 % en un an et clôt la période de dynamisme initiée depuis 2010. En 2013, 7 105 logements ont été mis en vente par des promoteurs à destination des particuliers en Aquitaine. Les mises en vente de logements collectifs diminuent de 2,2 %, tandis que celles de maisons neuves (sur lotissement d'au moins 5 logements) augmentent de 9,4 %. Au final, près de 6 300 logements restent disponibles à la vente fin 2013, soit 11,3 % de plus que l'année précédente.

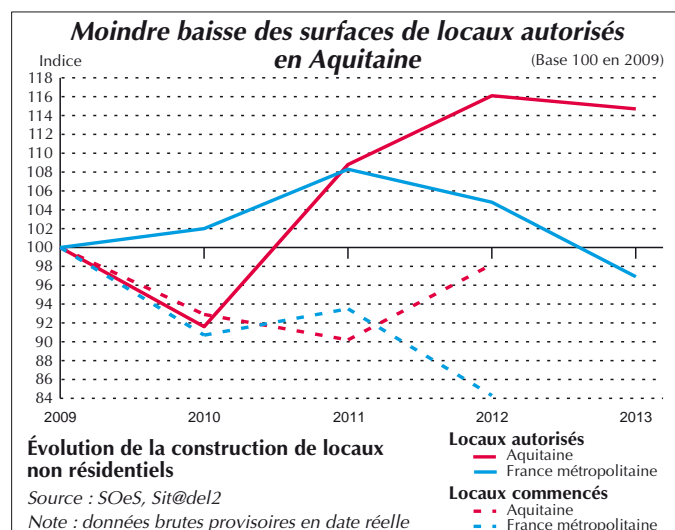
Alors qu'au niveau national, un fléchissement des prix des maisons et des appartements apparaît, en Aquitaine, ils augmentent en 2013 : de 5,9 % par maison et de 1,2 % par m<sup>2</sup> pour les appartements.



### ■ Surfaces des locaux agricoles ou forestiers en hausse

En Aquitaine, avec 2,8 millions de m<sup>2</sup>, les surfaces de locaux autorisés en 2013 diminuent de 1,2 % par rapport à 2012. L'activité résiste mieux qu'en France métropolitaine où elle diminue de 7,5 %. Cette différence s'explique essentiellement par la forte hausse des surfaces autorisées des exploitations agricoles ou forestières (+ 26,5 %). Ce type de locaux représentent 40 % des surfaces autorisées en 2013 dans la région.

À l'exception des surfaces d'hébergement hôtelier (+ 22 %) et de celles de locaux de service public ou d'intérêt collectif (+ 4 %), l'ensemble des surfaces autorisées des autres types de locaux sont en baisse.



Selon les données en date réelle connues mi-avril 2014, les surfaces des locaux commencées se replie de 7,8 % en Aquitaine en 2013. □

Thomas PATENOTTE  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site du Service de l'observation et des statistiques (MEDDE) : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)  
--> Thème Logement-Construction

### Les bâtiments agricoles : 40 % des surfaces autorisées en 2013

	Aquitaine		France métropolitaine		
	Surfaces autorisées en 2013 (milliers de m <sup>2</sup> )	Évolution 2013/2012 (%)	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 <sup>(1)</sup> (%)	Évolution 2013/2012 (%)	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 <sup>(1)</sup> (%)
Artisanat	109	- 24,8	103,2	- 8,9	103,3
Bureaux	189	- 14,7	- 2,0	- 5,6	- 1,0
Commerce	365	- 12,5	5,2	- 9,2	- 0,8
Entrepôt	330	- 29,1	13,8	- 23,8	9,1
Exploitation agricole ou forestière	1 120	26,5	9,2	5,1	- 0,5
Hébergement hôtelier	89	22,2	12,9	- 15,2	6,5
Industrie	167	- 21,4	- 13,7	- 21,3	- 16,3
Service public ou d'intérêt collectif	443	4,1	2,5	- 3,7	- 4,8
<b>Ensemble</b>	<b>2 813</b>	<b>- 1,2</b>	<b>4,8</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 2,0</b>

#### Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

Source : SOeS, Sit@del2

Note : données brutes provisoires en date réelle

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

## Un bilan touristique aquitain positif en 2013, grâce à la clientèle étrangère

En 2013, 7,1 millions de clients ont passé 23,3 millions de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains. L'activité touristique progresse davantage en Aquitaine qu'en France métropolitaine par rapport à l'année précédente. Dans la région, l'afflux de clientèle étrangère compense largement le déficit de vacanciers français dans l'hôtellerie de plein air.

La fréquentation touristique augmente dans tous les départements de la région, excepté dans les Landes où elle est stable.

En 2013, 7,1 millions de clients ont passé 23,3 millions de nuitées dans les hôtels et les campings aquitains. Après une année touristique décevante en 2012, l'année 2013 présente un meilleur bilan en Aquitaine. Le nombre total de nuitées augmente de 2 % pour l'ensemble des hôtels de tourisme et des campings de la région. Cette hausse est supérieure d'un point à celle enregistrée en France métropolitaine. En Aquitaine, la forte progression (+ 8 %) de la fréquentation des touristes résidant à l'étranger (*nommés étrangers dans la suite du texte*) compense le très léger repli des nuitées de touristes français (- 0,3 %).

### 23 millions de nuitées en 2013 dans les hôtels et les campings aquitains

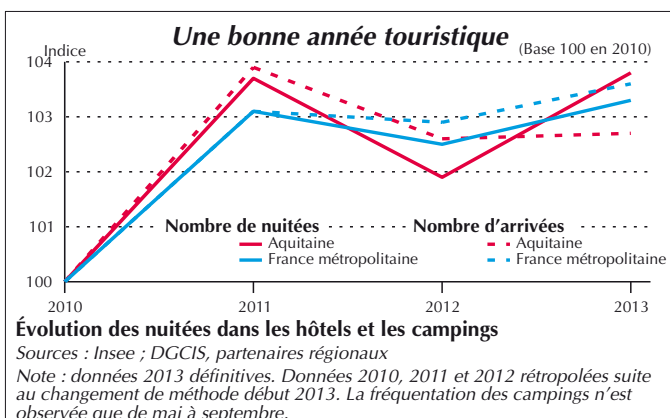
Unité : milliers

	Aquitaine		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
<b>Arrivées</b> .....	<b>4 909</b>	<b>2 167</b>	<b>109 335</b>	<b>20 093</b>
Français .....	<b>4 141</b>	<b>1 503</b>	75 987	12 717
Étrangers.....	<b>768</b>	<b>664</b>	33 348	7 376
<b>Nuitées</b> .....	<b>8 658</b>	<b>14 649</b>	<b>197 878</b>	<b>108 722</b>
Français .....	<b>7 203</b>	<b>9 935</b>	125 886	71 255
Étrangers.....	<b>1 455</b>	<b>4 713</b>	71 992	37 467
<b>Durée moyenne du séjour (jours)</b> .	<b>1,8</b>	<b>6,8</b>	<b>1,8</b>	<b>5,4</b>
Français .....	<b>1,7</b>	<b>6,6</b>	1,7	5,6
Étrangers.....	<b>1,9</b>	<b>7,1</b>	2,2	5,1

#### Fréquentation des hôtels et des campings

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.



### ■ Une meilleure activité hôtelière en 2013

L'Aquitaine dispose de 1 100 hôtels pour une capacité de 31 200 chambres, soit 5 % de l'offre nationale.

Soutenue tant par la clientèle française qu'étrangère, la fréquentation hôtelière croît en 2013 après le repli observé en

### Baisse de fréquentation hôtelière en Dordogne et dans les Landes

Unité : %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2013 par une clientèle étrangère
	2013 (milliers)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 <sup>(1)</sup>	
Dordogne .....	1 020	- 1,5	2,2	24,2
Gironde .....	3 618	2,0	2,7	17,9
Landes .....	1 005	- 1,2	- 2,4	9,9
Lot-et-Garonne .....	392	2,8	0,2	11,1
Pyrénées-Atlantiques ..	2 622	4,3	- 1,6	15,8
<b>Aquitaine .....</b>	<b>8 658</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>16,8</b>
<b>France métropolitaine .</b>	<b>197 878</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,4</b>	<b>36,4</b>

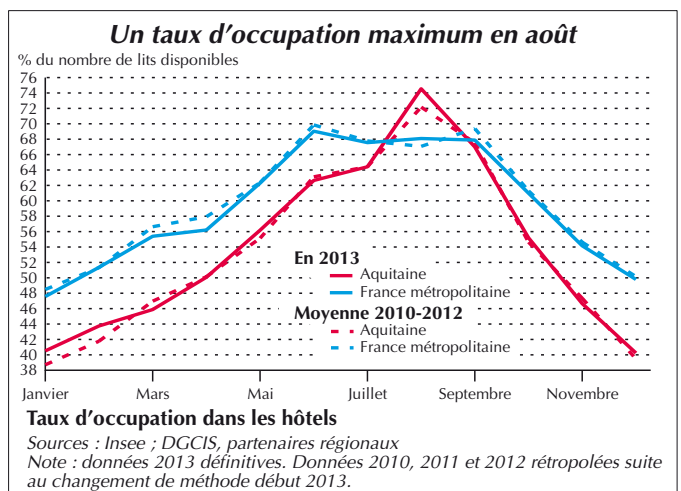
#### Nombre de nuitées dans les hôtels par département

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

Note : données 2013 définitives - Données 2010, 2011 et 2012 rétropolées suite au changement de méthode début 2013

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

2012. Sur un an, les nuitées étrangères augmentent de 5 % alors que celles des Français progressent de 1 %. Mais les touristes résidant à l'étranger restent nettement minoritaires en Aquitaine : ils réalisent 17 % des nuitées hôtelières contre 36 % en France métropolitaine. En moyenne annuelle, le taux d'occupation des hôtels aquitains s'établit à 54,9 % (0,5 point de plus qu'en 2012). Ce taux varie beaucoup sur l'année, c'est lors de la saison estivale (mois de mai à septembre) qu'il est le plus élevé : 65 %.



### ■ Un bilan 2013 contrasté selon les départements

La fréquentation hôtelière augmente dans les départements de la Gironde, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques, après le recul observé l'an dernier. Les nuitées diminuent dans



les deux autres départements aquitains. Cependant, le niveau de fréquentation des hôtels de la Dordogne dépasse celui de 2010, alors que celui du département des Landes y est inférieur.

L'hôtellerie de tourisme en Gironde concentre 42 % des nuitées passées dans la région, et celle des Pyrénées-Atlantiques en représente 30 %.

### ■ Hôtellerie de plein air : une saison 2013 portée par les campeurs étrangers

Avec 14,6 millions de nuitées durant la saison estivale 2013, la fréquentation de l'hôtellerie de plein air augmente de 2 % par rapport à la saison 2012. Les longs week-ends du mois de mai ont favorisé la fréquentation des campings dès le printemps (+ 35 % par rapport à 2012).

#### Hausse de fréquentation dans les campings aquitains en 2013

*Unité : %*

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2013	
	2013 (milliers)	Évolution 2013/2012	Évol. an. moyenne 2012/2010 <sup>(1)</sup>	Par une clientèle étrangère	Sur emplacements locatifs
Dordogne . . . . .	3 068	4,8	0,0	40,1	50,8
Gironde . . . . .	3 933	2,3	2,2	36,5	45,9
Landes . . . . .	5 459	0,7	2,1	27,3	55,7
Lot-et-Garonne . . . .	296	10,4	3,7	39,2	48,1
Pyrénées-Atlantiques	1 892	- 1,4	- 1,8	23,3	45,5
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>14 649</b>	<b>1,8</b>	<b>1,1</b>	<b>32,2</b>	<b>50,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>108 722</b>	<b>2,8</b>	<b>0,9</b>	<b>34,5</b>	<b>46,3</b>

#### Nombre de nuitées dans les campings par département

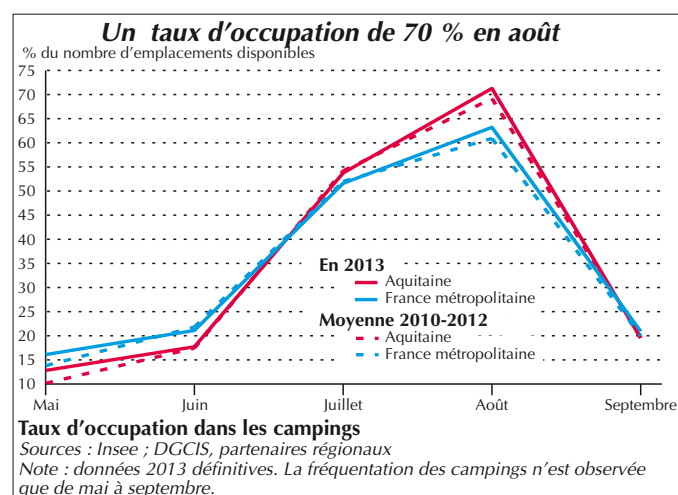
Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Le taux d'occupation sur la saison est stable (37 %). Les mois de juillet et août génèrent huit nuitées sur dix et enregistrent les plus forts taux d'occupation.

La clientèle française assure les deux tiers des nuitées dans les campings, mais elle a été moins présente lors de la saison 2013 : baisse de 5 % pour les arrivées et de 2 % pour les nuitées. Les touristes étrangers sont revenus dans les campings aquitains en 2013, avec 4,7 millions de nuitées, après une



saison 2012 particulièrement timide. La clientèle étrangère croît dans tous les départements. Les zones littorales concentrent deux tiers des nuitées étrangères.

### ■ Un campeur étranger sur trois est néerlandais

Les Néerlandais demeurent à la première place (32 % des nuitées étrangères), mais leur fréquentation fléchit légèrement. Ils précèdent les Allemands dont les nuitées progressent de 11 %.

#### Néerlandais, Allemands et Britanniques en tête des campeurs étrangers

*Unité : milliers*

	Nuitées 2013			Évolution 2013/2012 (%)
	Totales	Emplacements nus	Emplacements locatifs	
<b>Total étranger . .</b>	<b>4 713</b>	<b>3 148</b>	<b>1 565</b>	<b>9,7</b>
dont :				
Pays-Bas . . . . .	1 496	1 007	489	- 0,4
Allemagne . . . . .	1 382	1 084	298	10,8
Royaume-Uni . . . . .	801	546	256	32,4
Belgique . . . . .	354	186	168	- 3,8
Espagne . . . . .	346	148	199	8,2

#### Nuitées étrangères par type d'emplacement pour quelques pays de résidence

Sources : Insee ; DGCS, enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

Les clients britanniques sont venus nettement plus nombreux en 2013, après la désaffection observée la saison précédente. La fréquentation des campeurs venant d'Espagne et de Suisse continue de croître, mais celle des campeurs belges diminue.

### ■ Davantage d'emplacements locatifs

Au cours de l'été 2013, l'offre totale en emplacements locatifs (bungalows, mobile-home...) croît de 6 %, et leur fréquentation augmente de 8 % tandis que celle des emplacements nus baisse de 4 %. Les touristes français privilégient ces hébergements en "dur". Les étrangers préfèrent les emplacements nus, ils y représentent 43 % des nuitées contre seulement 21 % sur les emplacements équipés.

Sur l'ensemble de la saison, le taux d'occupation des emplacements locatifs atteint 40 % contre seulement 30 % pour les emplacements nus.

Des cinq départements aquitains, seul celui des Pyrénées-Atlantiques affiche un fléchissement de sa fréquentation, dû à la désaffection des touristes français. Le Lot-et-Garonne enregistre la progression la plus forte, mais ne concentre que 2 % des nuitées totales de la région. Dordogne et Lot-et-Garonne sont les seuls à bénéficier d'une présence accrue de clientèle française. □

**Yvette WILLM**  
Insee Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site de l'Insee :

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

--> Thème Tourisme

## Une progression en 2013 dans les airs et sur mer, une diminution sur la route et le rail

Le trafic voyageurs augmente fortement en 2013 pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies low cost. La fréquentation des trains express régionaux, en forte hausse depuis 2011, est en léger repli. Le trafic marchandises routier reste orienté à la baisse tandis que le trafic maritime reprend des couleurs en 2013 grâce aux bons résultats de Bordeaux Port Atlantique.

Les immatriculations de véhicules neufs en Aquitaine se situent encore en repli en 2013, celui-ci est moins prononcé qu'en 2012. La baisse est également nettement moins sensible que celle du niveau national.

### Des immatriculations de véhicules neufs encore en repli en 2013

Unité : %

Évolution 2013/2012	Véhicules particuliers	Véhicules utilitaires légers <sup>(1)</sup>	Véhicules industriels à moteur <sup>(2)</sup>	Ensemble immatriculations <sup>(3)</sup>
Dordogne . . . . .	- 5,0	0,3	- 2,5	- 3,9
Gironde . . . . .	1,3	- 7,3	9,6	- 0,6
Landes . . . . .	- 4,2	- 2,2	- 26,0	- 4,5
Lot-et-Garonne . . . . .	- 6,5	- 1,2	29,0	- 4,3
Pyrénées-Atlantiques . . . . .	- 3,1	4,0	4,6	- 2,1
<b>Aquitaine . . . . .</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>- 2,1</b>
<b>France métropolitaine . . . . .</b>	<b>- 5,4</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 5,0</b>

### Immatriculations de véhicules neufs

Source : SOeS, SIDIV

Note : données brutes

(1) Camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC  
(2) Camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers  
(3) Y compris immatriculations de transports en commun

### Recul du transport routier de marchandises

Le trafic de poids lourds (PL), en nombre de véhicules, est encore en baisse en 2013. Il diminue de 9,7 % avec une forte diminution au nord de Bordeaux sur la RN10 et l'A10. Le transport de marchandises, mesuré en tonnes-km transportées, est en recul de 15 %. Le trafic global 2013 des véhicules légers (VL) sur l'axe nord-sud augmente par rapport à 2012 (+ 6 %). Le trafic VL à Biriato, en hausse de 21 %, revient au niveau des années d'avant 2012.

### Recul du transport routier en 2013

Aquitaine	2013 (p) (millions de tonnes-km transportées)	Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (%) <sup>(1)</sup>
Entrées dans la région . . . . .	4 309	- 7,9
Sorties de la région . . . . .	4 489	- 6,8
Intérieur de la région . . . . .	4 179	- 1,9

### Transports de marchandises par la route en Aquitaine

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Champ : France métropolitaine hors Corse - Données hors transport international

p : données provisoires

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

### Progression du trafic aérien dopé par le low cost

Le nombre de passagers locaux des aéroports en Aquitaine s'élève en 2013 à 6,7 millions de passagers, soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2012.

En 2013, l'aéroport de Bordeaux multiplie le nombre de destinations directes avec notamment les forts développements de Volotea (137 %) et de EasyJet (18 %). Les vols réguliers nationaux et internationaux bénéficient de hauts niveaux de croissance, respectivement de 6,2 % et 5,8 %. Sur le seul domaine du trafic eu-

### Plus d'un tiers du trafic aérien sur des lignes à bas coût

Unité : %

	Aquitaine			France métr.	
	Passagers 2013 (nombre)	Évol. 2013/2012	Évol. an. moyenne 2012/2007 <sup>(1)</sup>	Évol. 2013/2012	Évol. an. moyenne 2012/2007 <sup>(1)</sup>
Lignes nationales . . . . .	4 320 027	5,2	2,9	2,0	0,5
Lignes internationales . . . . .	2 325 077	3,1	4,4	2,8	2,1
Transit . . . . .	46 735	- 7,0	3,4	- 27,4	- 4,5
<b>Total . . . . .</b>	<b>6 691 839</b>	<b>4,4</b>	<b>3,4</b>	<b>2,4</b>	<b>1,6</b>
dont lignes à bas coût . . . . .	2 273 019	12,5	14,7	9,1	9,3
Part des lignes à bas coût (%) . . . . .	34,0	7,8	10,9	6,5	7,6

### Passagers des aéroports

Source : Union des aéroports français

Note : données brutes

(1) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

ropéen, la croissance est de 5 %. L'Afrique du Nord connaît un trafic en recul de 9,2 %. Au départ de Bordeaux, 2,8 millions de passagers ont emprunté les lignes régulières nationales et les destinations vers Lille (Hop!, Volotea, EasyJet), Strasbourg (Hop!, Volotea), Nice (Hop!, EasyJet) augmentent respectivement de 82 %, 39 % et 27 %. 1,7 million de passagers sont partis vers des destinations étrangères par un vol régulier direct. Bordeaux-Londres reste la première destination avec 15 % de part de marché. Cependant, deux hubs internationaux obtiennent des croissances exceptionnelles : Amsterdam 16 % et Lisbonne 22 %. Le trafic low cost représente 35 % du trafic. La totalité des ouvertures de lignes en 2013 concerne des vols low cost. L'année 2013 est marquée par l'implantation de la base régionale Volotea au printemps, l'ouverture de six nouvelles lignes au départ de Bordeaux et l'arrivée d'une nouvelle compagnie (Monarch).

L'aéroport de Biarritz-Anglet-Bayonne connaît une légère augmentation du nombre de passagers locaux en 2013. La diminution de 1 % du nombre de passagers internationaux (237 400 passagers) se combine à la progression de 1,9 % de celui des passagers nationaux (860 000).

Après trois années de baisse, la tendance s'inverse en 2013 pour l'aéroport de Pau-Pyrénées avec une augmentation de

### Hausse de 4 % des passagers dans les aéroports aquitains en 2013

	2011	2012	2013	Évol. 2013/2012 (%)
Bordeaux-Mérignac . . . . .	4 023 757	4 380 145	4 574 346	4,4
Biarritz-Anglet-Bayonne . . . . .	1 032 698	1 083 604	1 097 176	1,3
Pau-Pyrénées . . . . .	639 879	609 171	644 965	5,9
Bergerac-Dordogne-Périgord* . . . . .	288 999	248 393	286 226	15,2
Agen-La-Garenne . . . . .	34 964	33 704	36 624	8,7
Périgueux-Bassillac . . . . .	7 256	6 305	5 767	- 8,5

### Nombre de passagers locaux

Source : Union des aéroports français

\* Aéroport fermé pour travaux du 09/01/2012 au 23/03/2012

5,9 % du nombre de passagers embarqués. Le trafic international (23 200 passagers) accuse une baisse de 19 %, largement compensée par l'augmentation de 7 % du trafic national (621 800). À l'aéroport d'Agen-La-Garenne, avec 36 461 passagers embarqués pour Paris, le trafic augmente de 8,9 %. Pour l'aéroport de Bergerac-Dordogne-Périgord, les 284 000 passagers internationaux représentent plus de 99 % du nombre de passagers totaux, ce trafic augmente de 15 %.

### ■ Trafic maritime en hausse grâce au port de Bordeaux

Le trafic maritime de l'Aquitaine en 2013 est en augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse est la conséquence des bons résultats du port de Bordeaux (+ 11 %), alors que l'activité du port de Bayonne continue de chuter avec une baisse de 20 %.

À Bordeaux Port Atlantique, le trafic à l'import affiche une hausse de 6,8 %, tandis que les exportations culminent à + 21 %. Ces augmentations sont les témoins de plusieurs filières sur lesquelles il est permis de constater une hausse à deux chiffres :

- une forte augmentation des granulats (75 %) du fait des grands chantiers en cours dans la région (Grand stade, LGV, grands chantiers BTP...);
- le trafic de la ferraille, déjà largement remarqué en 2012 par une croissance hissée à 66 %, augmente de 74 % en 2013. Cette filière conforte son installation à Bordeaux Port Atlantique, en grande partie grâce à une augmentation de l'activité des filières de recyclage et aux chantiers de démantèlement menés sur la zone portuaire de Bassens en 2013 ;
- un trafic des céréales en augmentation de 30 % grâce à une campagne céréalière de très bon niveau et le développement de nouveaux marchés ;
- une progression de 23 % dans le secteur des graines oléagineuses ;
- d'autres filières affichent une augmentation sensible comme notamment le trafic des produits chimiques (Méthanol, butadiène, ammoniac...) qui atteint 20 % d'augmentation et le trafic Airbus, lié au transport des pièces de l'A380 vers leur lieu d'assemblage toulousain, qui s'est accru de 10 % en 2013.

À l'inverse, le trafic de conteneurs a pâti des contraintes de manutention et de stockage sur la zone de Bassens, où leur logistique verdonnaise a été déplacée depuis le mois de février 2013. Le tonnage est quasi stable et le nombre d'unités a baissé de 10 %, preuve que les conteneurs pleins (trafic commercial) ont été relativement préservés.

Le port de Bayonne connaît une forte diminution de son trafic avec 2,6 millions de tonnes de trafic en 2013. Cette baisse conséquente est due à la chute de trafic de certains produits comme la ferraille (- 45 %), les billettes (- 29 %) et le bois de tempête (- 48 %).

### ■ Fréquentation des TER en léger repli

Après deux années d'augmentation en 2011 et 2012, la fréquentation des trains express régionaux (TER) connaît en 2013 une très légère diminution en nombre de voyageurs par kilomètres. Les plus fortes diminutions de la fréquentation sont constatées sur les lignes Bordeaux-Dax-Pau (en forte progression en 2012) et Agen-Périgueux (déjà en diminution en 2012).

### Trafic TER en léger repli en 2013 après la forte hausse de 2012

Unité : million de voyageurs x kilomètres

	2009	2010	2011	2012	2013	Évol. 13/12 (%)
Bordeaux - Agen . . . . .	95,3	94,9	101,5	104,0	106,6	2,5
Bordeaux - Arcachon . . . . .	86,1	87,4	92,1	95,9	99,2	3,4
Bordeaux - Périgueux - Brive . . . . .	83,9	83,1	89,2	89,9	91,6	1,9
Bordeaux - Dax - Hendaye . . . . .	69,3	71,3	79,0	98,8	95,5	-3,3
Bordeaux - Bergerac - Sarlat . . . . .	49,9	49,4	51,9	54,6	52,7	-3,5
Bordeaux - Mont-de-Marsan . . . . .	38,8	37,8	39,0	40,6	43,6	7,4
Bordeaux - Dax - Pau . . . . .	29,8	26,9	32,8	49,7	42,9	-13,7
Bordeaux - Coutras - Angoulême . . . . .	19,1	19,0	19,6	21,1	20,6	-2,4
Bordeaux - Pointe de Grave . . . . .	18,7	14,5	19,2	20,6	18,6	-9,7
Bordeaux - St-Mariens . . . . .	11,9	12,3	13,6	18,8	19,8	5,3
Agen - Périgueux . . . . .	11,8	11,5	11,7	10,5	9,3	-11,4
Hendaye - Pau - Tarbes . . . . .	10,9	10,5	11,8	10,4	10,3	-1,0
Pau - Oloron . . . . .	4,6	3,8	4,6	4,9	4,8	-2,0
Bayonne - St-Jean-Pied-de-Port . . . . .	2,7	2,1	2,7	2,8	3,0	7,1
<b>Ensemble TER . . . . .</b>	<b>532,8</b>	<b>524,5</b>	<b>568,5</b>	<b>622,6</b>	<b>618,8</b>	<b>-0,7</b>

### Trafic des trains express régionaux

Sources : SNCF, Conseil Régional Aquitaine

### ■ Fret ferroviaire

Les effets de la crise impactent l'activité des principaux secteurs de marché générateurs de transports ferroviaires. Les marchés de la sidérurgie, de l'automobile, des BTP et des produits de grande consommation restent durement touchés et influent sur les volumes de transport.

La concurrence intramodale continue à se développer et représente environ 30 % du tonnage à l'échelle nationale. En Aquitaine, cette part est supérieure notamment dans les départements des Pyrénées-Atlantiques et de Dordogne.

Les travaux réalisés sur le réseau ferré national impactent les trafics ferroviaires de marchandises et particulièrement ceux de Fret SNCF. L'offre wagon isolé de Fret SNCF, appelée Multi-lots Multi-clients, déjà connectée aux grands axes internationaux, s'exporte depuis fin 2012 au-delà du territoire français, permettant ainsi aux chargeurs de bénéficier, sur la totalité du parcours, des engagements de délais de l'offre et du suivi des wagons. L'effet frontière est gommé, répondant ainsi aux attentes des clients. À ce jour, les trafics franco-suisses et les trafics réalisés avec les Captrain (réseau de filiales SNCF Géodis de fret ferroviaire en Europe) sur les zones d'Anvers et de Cologne entrent dans ce nouveau schéma.

Les relations permanentes avec les partenaires portuaires (Bordeaux et Bayonne) ont pour objectif commun le développement du report modal de la route vers le ferroviaire. Ainsi, deux schémas logistiques innovants permettent de réaliser des transports de céréales via Bordeaux Port Atlantique et de quartz au départ du port de Bayonne (source SNCF Géodis). □

**Bruno CARRÉ**  
Dreal Aquitaine

#### POUR EN SAVOIR PLUS...

• Site du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) :  
[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)

## Un afflux croissant d'élèves et d'étudiants dans l'académie de Bordeaux

À la rentrée 2013, 686 000 jeunes sont en formation dans les établissements de l'enseignement scolaire, d'apprentissage et de l'enseignement supérieur hors enseignement agricole. Les effectifs scolaires progressent sur un an notamment en préélémentaire grâce à la scolarisation des enfants de 2 ans et dans les lycées généraux et technologiques avec une amélioration du taux de passage de la 3<sup>e</sup> vers la 2<sup>nd</sup>e générale ou technologique. Le nombre d'étudiants est en forte hausse. Les taux de réussite au bac général et technologique atteignent des niveaux record et restent supérieurs au niveau national.

À la rentrée 2013, les établissements publics et privés de l'académie de Bordeaux (hors agriculture) scolarisent 558 400 élèves, 110 800 étudiants en formation dans l'enseignement supérieur et 16 700 apprentis (hors agriculture). Sur ces 685 900 jeunes en formation dans la région, un peu moins de la moitié sont des écoliers (44 %), 23 % des collégiens, 15 % des lycéens, 16 % des étudiants et 2 % des apprentis.

### ■ Hausse de la scolarisation des enfants de 2 ans

Les 2 829 écoles publiques et privées de l'académie (y compris hors contrat) scolarisent 302 590 élèves, soit 3 080 de plus sur un an. La hausse est plus forte qu'au niveau national (1,0 % contre 0,6 %). Suite au renforcement de l'accueil dans les zones rurales et en éducation prioritaire, le nombre d'écoliers en préélémentaire augmente de 1,3 %. Après plus de dix ans de baisse continue, l'effectif des enfants âgés de 2 ans s'accroît fortement (+ 7,9 %). Leur taux de scolarisation remonte à 9,7 %. Sous l'effet de la démographie, le nombre d'enfants de 4 et 5 ans augmente significativement tandis que celui des 3 ans scolarisés en petite section progresse moins.

Dans l'enseignement élémentaire, le nombre d'écoliers croît plus faiblement sur un an (+ 0,8 %). La hausse se répartit surtout en CE1 et plus modérément en CE2 et CM1. À l'inverse, les classes de CP et de CM2 perdent des élèves.

### ■ Davantage de passages en 2<sup>nd</sup>e générale et technologique

Les 562 collèges ou lycées de l'académie scolarisent 255 760 élèves. Le secteur public y est majoritaire (81 %) mais moins que dans le premier degré (89 %). Sur un an, les effectifs progressent de 1,5 %, soit 0,6 point de plus que dans

l'ensemble des académies. La hausse des effectifs en collège observée depuis 2006 ralentit tandis qu'elle s'accroît dans les lycées généraux et technologiques. Le gain de 1 960 lycéens supplémentaires sur un an est lié au contexte démographique avec l'arrivée de la génération 1998 plus nombreuse que celle de 1995 qui quitte le lycée mais également à un fort accroissement des passages de la 3<sup>e</sup> vers la 2<sup>nd</sup>e générale et technologique. En fin de 3<sup>e</sup>, 63,1 % des collégiens ont intégré une 2<sup>nd</sup>e générale et technologique. Ce taux progresse de 2,1 points sur un an et se situe au-dessus du taux national (+ 0,9 point). Dans le même temps, 19,4 % des élèves sont passés en 2<sup>nd</sup>e professionnelle (- 0,1 point) et 3,5 % en CAP (- 0,2 point). Le second cycle professionnel accueille 550 élèves supplémentaires essentiellement en terminale.

### ■ Des parcours de plus en plus fluides

Dans le second degré public et privé sous contrat, la baisse des redoublements se poursuit à tous les niveaux de formation. En 2<sup>nd</sup>e générale et technologique, où le redoublement est le plus fréquent, 6,7 % des élèves ont redoublé en 2013, soit 0,8 point de moins qu'à la rentrée précédente (7,8 % au niveau national). Dans le 1<sup>er</sup> degré public, entre les deux dernières rentrées, le redoublement des écoliers s'est réduit sur chacun des niveaux, du CP au CM2. Il est en baisse de 0,8 point en CE1, niveau où il est le plus fréquent (3,8 %).

### ■ Un effectif record d'étudiants

À la rentrée universitaire 2012, 110 800 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur dans l'académie de Bordeaux, soit un effectif en hausse pour la 3<sup>e</sup> année consécutive (+ 1,7 %

### Hausse de 2,9 % en lycée général et technologique

Année 2013/2014	Effectifs 2013-2014			Évol. sur un an	
	Public	Privé*	Total	Nombre	%
Péélementaire .....	101 813	11 458	113 271	1 498	1,3
dont préélémentaire 2 ans .....	2 561	879	3 440	251	7,9
Élémentaire .....	165 648	21 447	187 095	1 549	0,8
Enseignement spécialisé - Adaptation .....	2 023	201	2 224	30	1,4
<b>Total premier degré .....</b>	<b>269 484</b>	<b>33 106</b>	<b>302 590</b>	<b>3 077</b>	<b>1,0</b>
Collèges (y compris SEGPA et EREA) .....	125 900	28 550	154 450	1 162	0,8
Lycées généraux et technologiques .....	56 108	12 742	68 850	1 964	2,9
Lycées professionnels .....	25 341	7 120	32 461	550	1,7
<b>Total second degré .....</b>	<b>207 349</b>	<b>48 412</b>	<b>255 761</b>	<b>3 676</b>	<b>1,5</b>

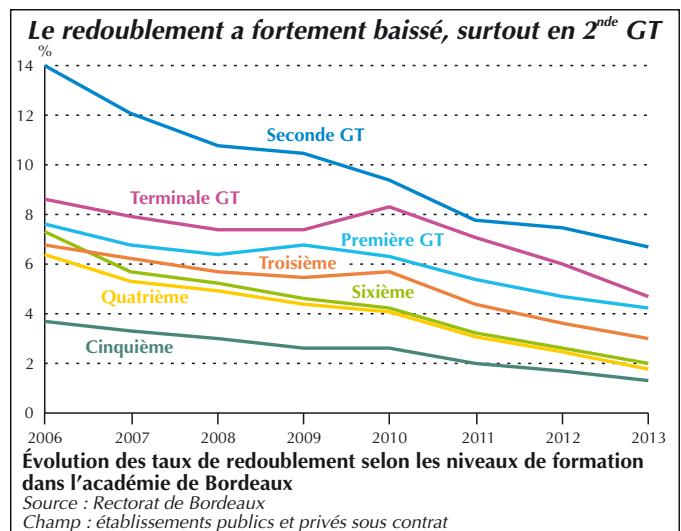
Effectif des élèves dans les premier et second degrés (hors post-baccalauréat)

Source : Rectorat de Bordeaux

\* Y compris hors contrat

EREA : Établissement d'enseignement adapté

SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté



**Hausse de 1,7 % dans l'enseignement supérieur**

Année 2012/2013 (public et privé)	Effectif 2012	Évolution 2012/2011	
		Nombre	%
Universités (hors IUT et écoles d'ingénieurs) <sup>(1)</sup> . . .	66 700	578	0,9
IUT . . . . .	5 300	- 74	- 1,4
STS <sup>(2)</sup> . . . . .	11 132	473	4,4
CPGE <sup>(2)</sup> . . . . .	3 069	64	2,1
Formations d'ingénieurs <sup>(3)</sup> . . . . .	4 273	74	1,8
Écoles de commerce, gestion, comptabilité . . .	8 719	332	4,0
Autres <sup>(4)</sup> . . . . .	11 610	439	3,9
<b>Enseignement supérieur de l'Éducation nationale</b>	<b>110 803</b>	<b>1 886</b>	<b>1,7</b>

**Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur**

Source : Rectorat de Bordeaux

(1) Y compris effectifs (710) des antennes des UFR Sciences situées à Tarbes (65)

(2) Sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires aux grandes écoles intégrées dans les lycées déjà comptés dans les établissements du second degré (hors agriculture)

(3) Ensemble des formations et écoles d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris les formations d'ingénieurs en partenariat

(4) Dont écoles paramédicales et sociales, école d'architecture, écoles artistiques et culturelles...

**Stabilité des effectifs dans l'enseignement agricole**

En Aquitaine, 12 800 jeunes suivent une formation initiale dans l'enseignement agricole à la rentrée 2013, par la voie scolaire (huit sur dix) ou par la voie de l'apprentissage. Par rapport à 2012, le nombre d'élèves augmente de 1,4 % ; en revanche, le nombre d'apprentis recule de 2,3 %. Globalement, les effectifs sont stables (+ 0,7 %).

À la rentrée 2013, 10 580 jeunes se forment en Aquitaine par la voie scolaire dans l'enseignement agricole (6 % des effectifs nationaux, 4<sup>e</sup> région). Les élèves se répartissent par tiers entre établissements publics, établissements privés à rythme approprié (maisons familiales et rurales), et établissements privés temps plein. Le nombre d'élèves progresse de 4 % dans ces derniers par rapport à 2012, alors qu'il est stable dans le public et le privé à rythme approprié.

L'enseignement professionnel agricole compte près de 7 400 inscrits, soit 4 % de plus qu'en 2012. Le secteur des services en accueille plus de la moitié, celui de la production un quart et celui de l'aménagement un sur cinq. Le secteur de la transformation en attire 5 %. Le nombre d'élèves dans les formations générales et technologiques diminue. Il recule fortement en classes de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup>.

Près de la moitié des élèves suit une formation de cycle long menant au baccalauréat et 15 % une formation de l'enseignement supérieur, essentiellement pour préparer un BTS. Les formations de cycle court (2<sup>nd</sup> professionnelle, CAPA, classes de 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>) rassemblent quelque 4 000 élèves.

Par ailleurs, 2 260 apprentis se forment dans les centres de formation des apprentis agricoles aquitains (CFA), la plupart dans les CFA publics. Près d'un tiers de ces apprentis intègrent une formation de niveau 5, un autre tiers une de niveau 4 (Bac ou brevet professionnel) et un quart une de niveau 3. Entre 2012 et 2013, on compte une cinquantaine d'apprentis de moins. Cette baisse concerne tous les niveaux de formation mais elle est plus marquée en cycle court.

Les trois quarts des apprentis en formation agricole se forment aux métiers de la production ou de l'aménagement. Ces secteurs de formation perdent des effectifs sur un an. Dans les formations des services, qui attirent un apprenti sur dix, l'effectif est stable.

À la session de juin 2013, sur 4 650 candidats présentés aux examens de l'enseignement agricole en Aquitaine, 86 % ont été reçus. Ce taux est en hausse par rapport à la session précédente, comme le taux de réussite national. Plus de quatre admis sur cinq avaient suivi leur formation par la voie scolaire, 11 % par l'apprentissage et 3 % par la formation professionnelle ou des formations à distance. Après ceux du Bac S (96 % d'admis), les candidats aux brevets d'études professionnelles agricoles (BEPA) (93 %) et CAPA (89 %) ont le meilleur taux de réussite. Au cours de cette session, sur 100 nouveaux diplômés, 36 ont obtenu un BEPA, 29 un Bac pro et 19 un BTS.

**Stéphane BALAN**  
Draaf Aquitaine

contre + 1,5 % au niveau national). Cette augmentation est en partie due à l'afflux conjoncturel important de bacheliers professionnels suite à la réforme de la voie professionnelle ainsi qu'au nombre croissant de bacheliers généraux. Ainsi, les effectifs progressent sensiblement dans les sections de techniciens supérieurs (STS). Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) gagnent des effectifs. Pour la deuxième année consécutive, les effectifs des universités (hors IUT et formations d'ingénieurs) augmentent tandis que les IUT perdent des effectifs. Les écoles de commerce, gestion et comptabilité ainsi que les autres écoles du supérieur (paramédicales et sociales et artistiques et culturelles) et, dans une moindre mesure, les formations d'ingénieurs confortent leur essor observé ces dernières années.

**■ Succès record au bac général et technologique**

En 2013, 89,9 % des candidats ont obtenu le baccalauréat (hors agriculture), soit 2,4 points de plus qu'en 2012. Avec une réussite record de 92,4 % au bac général et de 90,6 % au bac technologique, le succès croissant observé ces dernières années s'amplifie. Les taux progressent respectivement de 2,1 points et de 2,7 points sur un an. La réussite aux séries professionnelles connaît une embellie un peu plus faible (+ 1,3 point) après 3 années de baisse et s'établit à 83,5 %. Dans les trois séries de bac, les résultats s'avèrent toujours meilleurs qu'au niveau national : + 4,5 points dans les séries professionnelles, + 3,1 points dans les technologiques et + 0,5 point dans les générales. Sur les 26 000 admis au bac, plus de la moitié (54 %) ont décroché un bac général, un peu plus du quart un bac technologique et un cinquième un bac pro.

Le taux de succès au diplôme national du brevet (DNB) atteint 85,8 %, il recule de 2,7 points sur un an. Au niveau national, ce taux baisse de 0,5 point et reste inférieur à celui de l'académie (- 0,4 point). À compter de la session 2013, le DNB ne comprend plus que la série générale, avec 95 % des candidats, et la série professionnelle.

Le taux de réussite au BTS s'établit à 76,0 %, en retrait de 3,9 points sur un an. Il reste toutefois nettement au-dessus du niveau national (+ 1,9 point). □

**Dominique MORIZUR**  
Rectorat de Bordeaux

**Définitions****BTS(A)** : Brevet de technicien supérieur (agricole)**CAP(A)** : Certificat d'aptitude professionnelle (agricole)**IUT** : Institut universitaire de technologie**Privé sous contrat** : Établissements sous contrat d'association avec l'État (dépenses de personnel - agents publics contractuels - et de fonctionnement) ou sous contrat simple (rémunération des enseignants salariés de droit privé)**POUR EN SAVOIR PLUS...**

- **Site du rectorat de l'académie de Bordeaux :**

[www.ac-bordeaux.fr](http://www.ac-bordeaux.fr)

--> Répertoires et statistiques

- **Site de l'agriculture :**

[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

--> En région/Aquitaine

## Entre mer, montagne, forêt et cours d'eau, l'Aquitaine particulièrement soumise aux risques naturels

En Aquitaine, 94 % des communes sont soumises à au moins un risque naturel. Les risques inondation et mouvement de terrain sont les plus présents. Sur les cinq dernières années, en France, un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur quatre concerne l'Aquitaine, contre seulement 6 % sur la période 1982-2001. En 2013, 205 arrêtés ont été publiés dans des communes aquitaines.

Un risque est la possibilité qu'un événement d'origine naturelle ou humaine produise des effets pouvant menacer la population et/ou occasionner des dommages. C'est donc la confrontation entre un aléa (l'événement en tant que tel) et un enjeu (les dommages potentiels). La connaissance des risques est nécessaire pour permettre une prévention efficace.

### ■ Six aléas sur huit en Aquitaine

La liste des communes soumises aux risques naturels est définie dans le cadre des dossiers départementaux des risques majeurs (DDRM), et établie par le préfet de département. Six risques naturels, sur les huit reconnus, sont présents en Aquitaine : inondation, mouvement de terrain, séisme, avalanche, feu de forêt et phénomènes météorologiques. La région n'est pas concernée par le risque volcanique ni par la présence de radon. La part des communes soumises à au moins un risque atteint 94 % en 2013. Seulement 143 communes - et 34 000 habitants - de la région ne sont concernées par aucun risque.

Les risques inondations et mouvements de terrain sont les plus prégnants. Ils concernent chacun six communes sur dix. Les débordements par crue concernent tous les départements, les phénomènes de submersion marine sont spécifiques aux communes littorales et les crues torrentielles affectent essentiellement les cours d'eau des Pyrénées-Atlantiques.

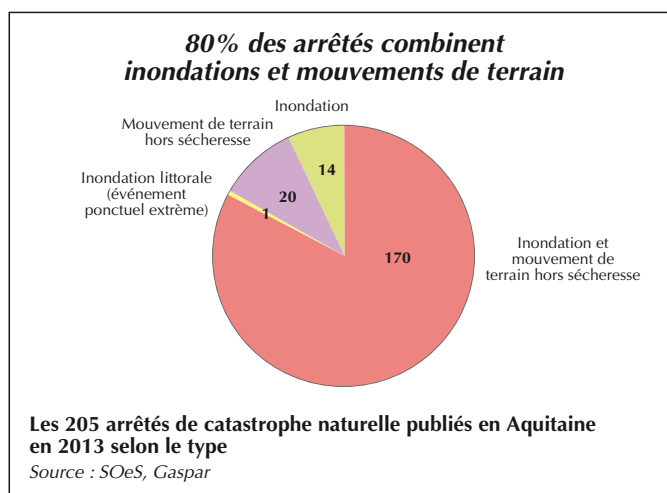
### ■ Des mouvements de terrain sur tout le territoire

Le risque de tassement différentiel des terrains prédomine dans les départements des Landes, de la Dordogne et du Lot-et-Garonne, tandis que la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques sont davantage soumises à des mouvements de terrain liés à des affaissements et des

effondrements de cavités souterraines. Les séismes affectent principalement le massif pyrénéen : toutes les communes du département des Pyrénées-Atlantiques et 65 % de celui des Landes sont touchées. Une sismicité faible est toutefois présente au nord de l'Aquitaine, en Gironde et en Dordogne. Le risque avalanche intéresse 26 communes des Pyrénées-Atlantiques, soit 5 % des communes du département.

### ■ 205 arrêtés de catastrophe naturelle en 2013

Les arrêtés qualifient le ou les risques à l'origine des catastrophes naturelles et désignent les communes sinistrées. En 2013, en Aquitaine, 205 arrêtés répartis sur 178 communes sont publiés au Journal Officiel. Il s'agit quasi exclusivement d'inondations et de mouvements de terrain non liés à la sécheresse, et concentrés sur les Pyrénées-Atlantiques et la Gironde.



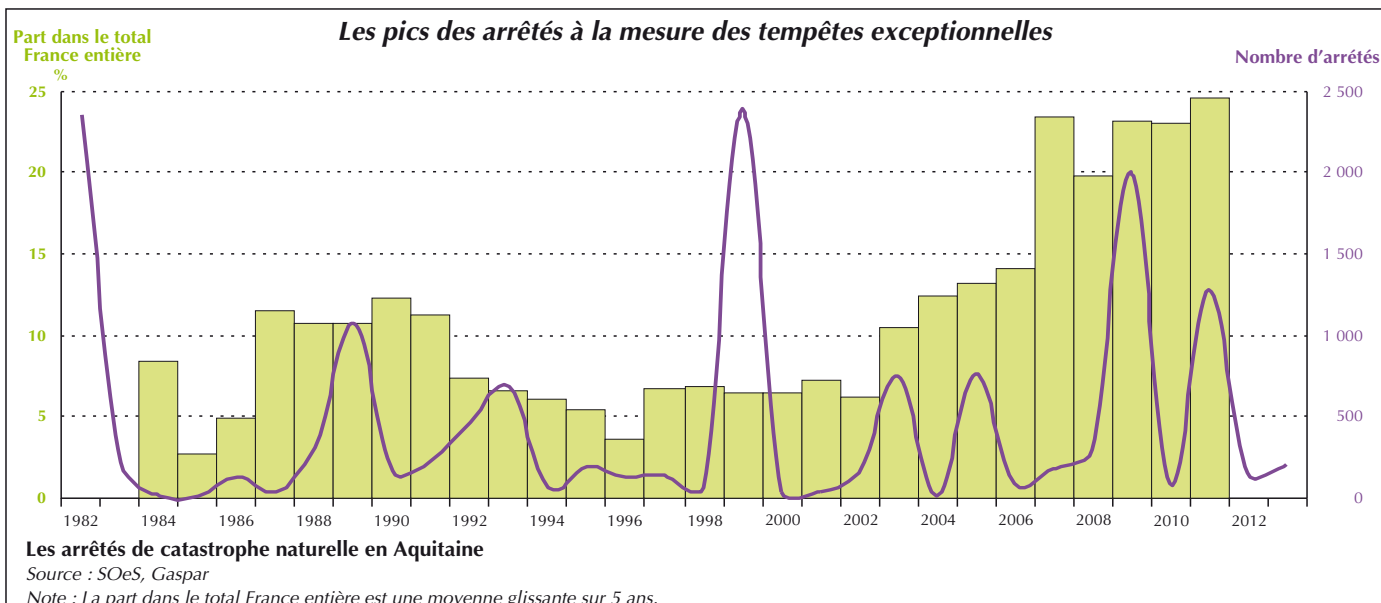
### Plus de neuf communes aquitaines sur dix soumises à au moins un risque naturel

Unités : nombre et %

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
Nombre de communes soumises à au moins un risque . . .	478	479	331	318	547	<b>2 153</b>
Part des communes soumises à au moins un risque (%) . . .	85,8	88,4	100,0	99,7	100,0	<b>93,8</b>
Part des communes soumises au risque... (%)						
Inondation . . . . .	41,7	42,3	60,1	66,5	89,2	<b>59,2</b>
Mouvement de terrain . . . . .	63,4	50,6	99,4	97,5	21,6	<b>60,3</b>
Séisme . . . . .	17,8	40,4	65,0	0,0	100,0	<b>47,0</b>
Avalanche . . . . .	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	<b>1,1</b>
Feu de forêt . . . . .	27,5	29,5	56,2	13,2	34,2	<b>31,7</b>
Phénomène météorologique . . . . .	0,0	0,0	100,0	0,0	99,8	<b>38,2</b>

### Nombre et part des communes soumises aux risques naturels en Aquitaine en 2013

Source : SOeS, Gaspar (extraction mars 2013)



**Définitions**

Un **aléa** est la possibilité qu'un phénomène accidentel (naturel ou non) survienne.

Un **enjeu** est constitué par les personnes, équipements ou environnements exposés à un aléa, et donc susceptibles d'en subir les conséquences.

Un aléa peut induire un **risque majeur** dès lors qu'il survient dans des zones à fort **enjeux humains** (menace des populations), économiques, culturels ou environnementaux (dommages importants). Le risque majeur est caractérisé par sa **faible fréquence** et son **énorme gravité**.

Une **inondation** est une submersion temporaire, par l'eau, de terres qui ne sont pas submergées en temps normal. Cette notion recouvre les inondations dues aux crues de rivières, des torrents de montagne et des cours d'eau intermittents méditerranéens ainsi que les inondations dues à la mer dans les zones côtières.

Un **mouvement de terrain** est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol. Les mouvements lents entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'homme. Ils regroupent principalement les affaissements, les tassements, les glissements, le retrait-gonflement. Les mouvements rapides se propagent de manière brutale et soudaine. Ils regroupent les effondrements, les chutes de pierres et de blocs, les éboulements et les coulées boueuses.

**Catastrophe naturelle** : Il s'agit d'événements liés à des phénomènes naturels d'une certaine ampleur, pour lesquels une procédure d'arrêtés de catastrophe naturelle a été mise en œuvre. Pour que les conséquences d'une catastrophe naturelle soient prises en charge par les assureurs, il faut qu'un arrêté interministériel publié au Journal Officiel reconnaisse l'état de catastrophe dans la commune, en application de la loi du 13 juillet 1982 relative à l'**indemnisation des victimes** des catastrophes naturelles.

**Radon** : Gaz radioactif d'origine naturelle.

Pour savoir si votre commune est soumise à un risque majeur : <http://macommune.prim.net/>

**Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : Bordeaux en tête**

Département	Commune	Nombre d'arrêtés	Appartenance Cub*
33	Bordeaux	42	oui
33	Mérignac	32	oui
33	Villenave-d'Ornon	29	oui
33	Pessac	24	oui
33	Campugnan	24	non
33	Lormont	23	oui
33	Gradignan	23	oui
64	Orthez	22	non
33	Talence	22	oui
33	Artigues-près-Bordeaux	22	oui

**Les 10 communes aquitaines avec le plus d'arrêtés de catastrophe naturelle depuis 1982**

Source : SOeS, Gaspar

\*Communauté urbaine de Bordeaux

Depuis 1982, date des premiers arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles, huit des dix communes les plus touchées en Aquitaine sont situées dans la Communauté urbaine de Bordeaux. Bordeaux est la commune la plus touchée et totalise 42 arrêtés de catastrophe naturelle.

**■ L'Aquitaine surexposée aux catastrophes naturelles**

L'Aquitaine a été fortement touchée par les catastrophes naturelles ces dernières années. Sur les cinq dernières années (2009-2013), un arrêté sur quatre en France a été publié dans la région. Sur les vingt premières années de mise en œuvre du régime de catastrophe naturelle (1982-2001), seuls 6 % des arrêtés concernaient l'Aquitaine. □

**Thomas PATENOTTE**  
Dreal Aquitaine

**POUR EN SAVOIR PLUS...**

• **Site de l'observation et des statistiques (MEDDE)** : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr)  
--> Thème Environnement





## Chiffres clés départementaux

Indicateurs	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Aquitaine
<b>Démographie<sup>(1)</sup></b>						
Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 (p) . . . . .	418 806	1 491 170	397 611	333 569	662 236	<b>3 303 392</b>
<i>dont moins de 20 ans (%) . . . . .</i>	20,2	23,7	22,1	21,8	21,8	<b>22,5</b>
<i>dont 60 ans ou plus (%) . . . . .</i>	33,3	23,7	29,0	31,2	28,3	<b>27,2</b>
Évolution annuelle moyenne entre 2006 et 2013 (%) . . . . .	0,5	1,0	1,3	0,5	0,6	<b>0,8</b>
<i>due au solde naturel (%) . . . . .</i>	- 0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	<b>0,1</b>
<i>due au solde migratoire apparent (%) . . . . .</i>	0,8	0,6	1,3	0,5	0,6	<b>0,7</b>
Projections de population 2040 . . . . .	464 250	1 782 514	492 884	375 258	762 944	<b>3 877 850</b>
<b>Éducation - enseignement (rentrée 2013-2014)<sup>(2)</sup></b>						
Élèves - Premier degré - public . . . . .	31 574	132 252	33 468	26 937	45 253	<b>269 484</b>
Élèves - Premier degré - privé . . . . .	2 038	12 666	2 477	2 801	13 124	<b>33 106</b>
Collégiens - second degré - public . . . . .	15 382	59 813	17 016	12 519	21 170	<b>125 900</b>
Collégiens - second degré - privé . . . . .	2 225	12 132	1 684	2 617	9 892	<b>28 550</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - public . . . . .	6 369	26 920	6 437	5 706	10 676	<b>56 108</b>
Lycéens généraux et technologiques - second degré - privé . . . . .	618	6 645	617	835	4 027	<b>12 742</b>
Lycéens professionnels - second degré - public . . . . .	2 948	11 542	3 230	2 576	5 045	<b>25 341</b>
Lycéens professionnels - second degré - privé . . . . .	668	3 483	621	264	2 084	<b>7 120</b>
Étudiants - enseignement supérieur - 2012/2013 (nc Tarbes : 710) . . . . .	3 060	83 869	1 990	3 104	18 070	<b>110 093</b>
Apprentis - hors Agriculture - 31 décembre 2012 . . . . .	2 247	8 079	1 546	1 503	3 363	<b>16 738</b>
<b>Revenus (2011)<sup>(3)</sup></b>						
Niveau de vie médian des ménages par UC en €. . . . .	17 977	19 965	19 149	17 768	19 647	<b>19 312</b>
1 <sup>er</sup> décile en €. . . . .	9 961	10 963	11 149	9 936	11 139	<b>10 770</b>
9 <sup>e</sup> décile en €. . . . .	32 132	36 843	33 443	32 191	36 377	<b>35 363</b>
Rapport interdéciles . . . . .	3,2	3,4	3,0	3,2	3,3	<b>3,3</b>
<b>Pauvreté des ménages (2011)<sup>(3)</sup></b>						
Taux de pauvreté à 60 % (%) . . . . .	16,9	12,6	12,1	17,4	12,1	<b>13,5</b>
Intensité de la pauvreté (%) . . . . .	19,5	19,3	17,7	18,9	18,3	<b>18,9</b>
<b>Part des prestations sociales dans le revenu disponible moyen (2011) (%)<sup>(3)</sup></b>						
Pour l'ensemble des ménages (%) . . . . .	3,9	3,9	3,5	4,6	3,7	<b>3,9</b>
Pour les ménages pauvres (%) . . . . .	24,5	31,0	26,2	28,0	28,1	<b>28,5</b>
<b>Structure du revenu fiscal (2011)<sup>(4)</sup></b>						
Part des salaires y compris chômage (%) . . . . .	51,5	62,6	55,4	53,7	56,7	<b>58,5</b>
<i>dont part des indemnités de chômage (%) . . . . .</i>	3,1	3,1	3,0	3,2	2,6	<b>3,0</b>
Part des pensions, retraites et rentes (%) . . . . .	35,5	25,0	31,3	31,7	29,4	<b>28,4</b>
Part des bénéfices (%) . . . . .	6,6	6,1	6,9	7,4	6,5	<b>6,5</b>
Part des autres revenus (%) . . . . .	6,4	6,3	6,5	7,2	7,4	<b>6,7</b>
Part des ménages fiscaux imposés (%) . . . . .	52,9	62,1	59,6	51,9	60,6	<b>59,2</b>
<b>Emploi - chômage</b>						
Évolution annuelle de l'emploi salarié 4 <sup>e</sup> trim. 2013 (%), CVS (p) <sup>(5)</sup> . . . . .	- 1,3	0,7	- 1,9	- 0,1	- 0,1	<b>0,0</b>
Taux de chômage localisé au 4 <sup>e</sup> trimestre 2013 (%), CVS (p) . . . . .	10,7	9,9	9,5	10,0	8,5	<b>9,6</b>
Entreprises . . . . .						
Nombre d'établissements actifs au 31/12/2011 hors défense <sup>(6)</sup> . . . . .	46 590	145 794	42 370	35 577	75 862	<b>346 193</b>
Créations d'entreprises (année 2013) <sup>(7)</sup> . . . . .	3 071	16 401	3 259	2 375	5 490	<b>30 596</b>
<i>dont auto-entreprises . . . . .</i>	1 416	8 448	1 636	1 179	2 699	<b>15 378</b>
Défaillances d'entreprises (année 2013) <sup>(8)</sup> . . . . .	401	1 679	403	352	566	<b>3 401</b>
<b>Construction 2013<sup>(9)</sup></b>						
Logements autorisés individuels . . . . .	1 798	7 074	2 505	1 169	2 357	<b>14 903</b>
Logements autorisés collectifs et en résidence . . . . .	170	9 851	830	230	4 320	<b>15 401</b>
Logements mis en chantier individuels (p) . . . . .	1 437	6 052	2 054	745	1 901	<b>12 189</b>
Logements mis en chantier collectifs et en résidence (p) . . . . .	153	4 534	663	141	2 319	<b>7 810</b>
<b>Commerce extérieur (données CAF/ FAB hors militaire)<sup>(10)</sup></b>						
Exportations 2013 (en millions d'euros) . . . . .	825	7 033	1 819	842	2 474	<b>12 993</b>
Importations 2013 (en millions d'euros) . . . . .	818	7 470	1 788	913	1 993	<b>12 983</b>

Sources : (1) Insee, Estimations de population, État civil, Omphale 2010

(2) Rectorat de l'académie de Bordeaux

(3) Insee, Revenus disponibles localisés

(4) Insee ; DGFIP, Revenus fiscaux localisés

(5) Insee, Estimations d'emploi (emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs)

(6) Insee, Clap

(7) Insee, REE (ensemble des activités marchandes non agricoles)

(8) Banque de France, Fiben

(9) Dreal Aquitaine, Sit@del2, données brutes, en date réelle (chiffres au 19 mai 2014 pour les mises en chantier)

(10) Direction régionale des Douanes de Bordeaux, chiffres au 19 mai 2014

p : provisoire

## Le Dossier n° 79



## Le bilan économique 2013 de l'Aquitaine

En France, en 2013, le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise. La croissance de l'économie française reste faible : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 0,3 %, comme en 2012. La consommation des ménages redémarre, après une baisse historique en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009, résultat d'une réduction des dépenses tant des entreprises que des ménages. Du fait de la légère reprise de la demande intérieure, les importations se redressent. La progression des exportations est un peu supérieure, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Après un net recul en 2012, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages se stabilise en 2013 sous l'effet de la désinflation, en dépit de la hausse des prélèvements.

En Aquitaine, dans ce contexte national encore fragile, la reprise de l'économie régionale se réalise à pas comptés. L'économie aquitaine résiste néanmoins mieux que le niveau national, en matière d'emploi et de chômage. Les créations nettes d'emploi salarié marchand dans le tertiaire, en particulier dans l'intérim, compensent les pertes d'effectifs dans la construction et celles moins importantes dans l'industrie.

Conséquence de la stagnation de l'emploi et de la dynamique de la population active, le nombre de demandeurs d'emplois augmente en 2013. Les nouveaux dispositifs d'aide à l'emploi bénéficient surtout aux jeunes. Le chômage de longue durée affecte particulièrement les demandeurs d'emplois de 50 ans ou plus.

*L'Insee, en association avec les services régionaux de l'État, mais également la Banque de France et Pôle emploi, présente l'édition 2013 du bilan économique de l'Aquitaine.*

*Les acteurs publics et privés de la région disposent ainsi d'un panorama complet d'analyses réalisées par des experts des différents domaines.*

*Une liste de liens vers les sites web des services partenaires de ce bilan permet à chacun d'accéder aux données complémentaires recherchées.*

**Prix : 12,50 €**  
**Code IAD7908**

Directeur de la publication : **Jean-Michel Quellec**

Rédacteur en chef : **Élisabeth Nadeau** - Secrétaire de rédaction : **Mireille Dalla-Longa**

INSEE Aquitaine - 33, rue de Saget - 33076 Bordeaux cedex

Tél. : 05 57 95 05 00 - Fax : 05 57 95 03 58 - Internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

© Insee 2014 - n° ISBN : 978-2-11-050156-1 - n° ISSN : 1253-8051 - Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2014

Composition PAO : Insee Aquitaine

Crédit photos : Insee Aquitaine